

# ***Le fujimorisme post-Fujimori :* genèse d'un non-clivage**

Mémoire pour obtenir le diplôme de

**MASTER DE L'UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE – PARIS III**

Master 2 Professionnel

Mention : Études internationales et européennes

Spécialité : Études latino-américaines

Présenté et soutenu par

**Javier LLOPIS PUENTE**

Sous la direction de

**Marie-Laure GEOFFRAY**

Maître de conférences en science politique

Mémoire soutenu le 18 septembre 2017.



## **REMERCIEMENTS**

*Tout d'abord, je tenais à remercier ma directrice de mémoire, Marie-Laure Geoffray, pour les conseils enrichissants et perspicaces qui m'ont permis d'organiser ma recherche, pour ses commentaires, ses encouragements, sa disponibilité et pour m'avoir guidé avec le sourire dans un monde qui m'était inconnu.*

*Je remercie également toutes celles et ceux qui de bonne foi m'ont accordé un moment de leur temps pour des entretiens qui m'ont sans nul doute apporté des informations précieuses.*

*Pour son inspiration toujours présente, merci Papa. Pour son soutien incessant, merci Maman.*

*Finalement, pour leur patience, pour leurs encouragements, pour leur soutien enthousiaste, pour les moments de travail, mais aussi de détente, merci à Valérie, Luis, Rafael, Ana, Giselle, Dara, Rémi et Alexandre.*



# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b> .....	8
<b>CHAPITRE I : La routinisation du travail politique des <i>fujimoristes</i> : banalisation de leur présence dans la fonction publique ?</b> .....	22
Des rappels à l'ordre ponctuels.....	22
Le parti, noyau d'une myriade de mouvements.....	28
<b>CHAPITRE II : L'ambiguïté faisant le <i>fujimorisme</i></b> .....	35
« Je suis <i>keikiste</i> » ou l'imbrication de deux dynamiques .....	36
La question sécuritaire : colonne vertébrale du mouvement .....	43
Un parti « attrape-tout » ? .....	47
<b>CHAPITRE III : Un potentiel limité par un flou construit</b> .....	54
Le travail mémoriel, une arme à double tranchant .....	54
La dimension unitaire dans l'optique d'un clivage durable.....	60
<b>CONCLUSION</b> .....	65
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	69
<b>ENTRETIENS</b> .....	74
<b>ANNEXES</b> .....	75

## Résumé

L'année 2016 marque un tournant dans la dynamique électorale jusqu'alors observée dans les élections présidentielles au Pérou. La candidate Keiko Fujimori, perdante au second tour de l'élection de 2011 face à Ollanta Humala, est battue de justesse par Pedro Pablo Kuczynski. En effet, depuis la chute d'Alberto Fujimori en l'an 2000, chaque élection avait mené au pouvoir le perdant du second tour de l'élection précédente. Ceci fut le cas d'Alejandro Toledo en 2001, d'Alan García en 2006 et d'Ollanta Humala en 2011. La candidature de Fujimori avait en effet suscité de vifs débats autour de son héritage, menant à des manifestations et à des appels massifs à lui faire barrage. Pourtant, Fujimori était arrivée largement en tête du premier tour de l'élection de 2016, doublant son score de 2011. Malgré les polémiques, la fille d'Alberto Fujimori semblait être aux portes du pouvoir. Dorénavant, serait le *fujimorisme* l'élément articulant les élections au Pérou ?

El año 2016 marca un punto de inflexión en la dinámica electoral observada hasta entonces en las elecciones presidenciales en el Perú. La candidata Keiko Fujimori, perdedora de la segunda vuelta de la elección de 2011 ante Ollanta Humala, es derrotada por estrecho margen por Pedro Pablo Kuczynski. Desde la caída de Alberto Fujimori en el año 2000, cada elección había colocado en el poder al perdedor de la segunda vuelta de la elección anterior. Ese fue el caso de Alejandro Toledo en 2001, de Alan García en 2006 y de Ollanta Humala en 2011. La candidatura de Fujimori había suscitado en efecto vivos debates acerca de su herencia, conllevando a manifestaciones y a llamados masivos a frenar su paso. Sin embargo, Fujimori había llegado holgadamente a la cabeza de la primera vuelta de la elección de 2016, duplicando su resultado de 2011. A pesar de las polémicas, la hija de Alberto Fujimori parecía estar a portas del poder. ¿Sería a partir de ahora el *fujimorismo* el elemento que articula las elecciones en el Perú?

Mots clés : Fujimori, clivage, système de partis, héritage, mémoire, personnalisation.

Palabras clave : Fujimori, clivaje, sistema de partidos, herencia, memoria, personalización.



## Introduction

*« Como diría Nicomedes Santa Cruz, ¡cómo has cambiado, pelona! En el año 2011, no tuviste ningún problema, señor Kuczynski, en apoyar mi candidatura. Y resaltaba usted mi honestidad y mi experiencia. Yo lamento que han pasado cinco años y hoy tengo mucha más preparación que hace cinco años, y ahora venga usted a hablar de temas del pasado. Yo quiero volver a resaltar: el tema de la seguridad es fundamental para el desarrollo de nuestro país, y por eso es uno de los temas más importantes que yo he querido tocar. Vamos a devolverles esa tranquilidad a las familias. Vamos a repotenciar nuestra policía. Vamos a trabajar con liderazgo y con decisión política. »<sup>1</sup>*

Keiko Fujimori, débat de l'entre-deux-tours, Piura, 22 mai 2016.



Photographie du meeting de fin de campagne de Keiko Fujimori en 2011, accompagnée de Pedro Pablo Kuczynski.

---

<sup>1</sup> Disponible ici : < [https://www.youtube.com/watch?v=YQ6vi\\_4pqhc](https://www.youtube.com/watch?v=YQ6vi_4pqhc) > (consulté le 22 août 2017). Traduction par nos soins : « Comme dirait Nicomedes Santa Cruz, qu'est-ce que tu as changé, crâne chauve ! En 2011, vous n'avez eu aucun problème, Monsieur Kuczynski, à soutenir ma candidature. Et vous souligniez mon honnêteté et mon expérience. Moi, je regrette que cinq années se soient écoulées, et qu'aujourd'hui je sois beaucoup plus préparée qu'il y a cinq ans, et que vous veniez maintenant évoquer des thèmes du passé. Moi, je veux souligner encore une fois : le sujet de la sécurité est fondamental pour le développement de notre pays, et c'est pour cela qu'il est un des sujets les plus importants que j'ai voulu aborder. Nous allons rendre cette tranquillité aux familles. Nous allons renforcer notre police. Nous allons travailler avec leadership et décision politique ».



« *¡Yo soy keikista!* »<sup>2</sup>. Sans cette affirmation que nous nous permettons d’isoler du reste d’une interview donnée par Vladimiro Huároc, ancien candidat à la vice-présidence dans la liste électorale de Keiko Fujimori en 2016, sans cette affirmation presque anodine, cette recherche n’aurait jamais vu le jour. Ce propos dépourvu de toute plaisanterie nous a conduits à interroger le rôle joué par le *fujimorisme* au Pérou depuis la chute d’Alberto Fujimori en l’an 2000. Qu’est-ce que le *fujimorisme* et qu’est-ce que le *keikisme* évoqués constamment par les médias ? Quels clivages traversent le jeu politique péruvien ? Quelles dynamiques et quelles oppositions y sont à l’œuvre ? Pouvons-nous parler d’un ou de plusieurs *fujimorismes* ? Si Keiko Fujimori a été battue de justesse à deux reprises à l’élection présidentielle péruvienne<sup>3</sup>, comment se fait-il que son parti ait la majorité absolue au Parlement national<sup>4</sup> ?

Le 10 avril 2016 a marqué le retour en force du *fujimorisme* au premier rang de la scène politique péruvienne. En effet, Keiko Fujimori est placée largement en tête du premier tour de l’élection présidentielle avec presque 40% des voix exprimées<sup>5</sup>. Au niveau législatif, Force Populaire, le parti qu’elle a fondé en 2010, obtient la majorité absolue au Parlement. Il est important que nous rappelions que la dernière majorité absolue connue au Pérou avait été celle obtenue en 1995 par Alberto Fujimori, le père de la candidate. Or, cinq jours plus tôt, le 5 avril, des milliers de personnes sont descendues dans les rues au cri de « *¡Por justicia y dignidad, Fujimori nunca más!* »<sup>6</sup> et « *¡Keiko, escucha, el pueblo te repudia!* »<sup>7</sup>, à l’occasion de la manifestation commémorant le coup d’État d’Alberto Fujimori en 1992. Selon les estimations de *El Mundo*, seulement à Lima, plus de 50 000 personnes ont participé à

---

<sup>2</sup> « Moi, je suis *keikiste* ! », en espagnol.

<sup>3</sup> En 2011, Keiko Fujimori (48,55%) est battue par Ollanta Humala (51,45%). En 2016, c’est Pedro Pablo Kuczynski (50,12%) qui l’a emporté face à la candidate du *fujimorisme* (49,88%).

<sup>4</sup> Rappelons que le Parlement péruvien –connu sous le nom de *Congreso de la República*–, où siègent 130 parlementaires, est unicaméral.

<sup>5</sup> Données recueillies sur le site internet de l’Office National des Processus Électoraux, l’organe officiel en charge de l’organisation des procédures électorales au Pérou : <https://www.web.onpe.gob.pe>.

<sup>6</sup> « Pour justice et dignité, Fujimori plus jamais ! », en espagnol.

<sup>7</sup> « Keiko, écoute, le peuple te répudie ! », en espagnol.

la manifestation, faisant de celle-ci la plus grande qu'ait connue le Pérou depuis la fin du gouvernement de Fujimori<sup>8</sup>.

Nous remarquons donc une certaine bipolarité qui pourrait nous amener à penser que le *fujimorisme* est devenu non seulement un acteur incontournable du jeu politique péruvien, mais bel et bien un élément-clé qui structure la vie politique du pays, à l'instar de ce que représente le péronisme en Argentine. Il convient donc à ce stade de définir ce que nous entendons par *fujimorisme*. Le manque d'un système de partis stable au Pérou encourage, comme l'avance Scott Mainwaring, l'émergence sur la scène politique de personnalités fortes sans affiliations idéologiques déclarées<sup>9</sup>. Par conséquent, le vocable *fujimorisme* est devenu un terme polysémique qui pourrait réunir, au sens large, tous les discours et attitudes renvoyant à l'héritage d'Alberto Fujimori. S'agissant donc d'un terme aux contours flous, le *fujimorisme* peut être compris comme étant une doctrine, un mouvement politique ou encore un sentiment d'appartenance, voire, comme l'avance Huároc, un « sentiment »<sup>10</sup> tout court. De ce fait, l'un des enjeux de ce travail de recherche est de clarifier cette définition, ou du moins de donner des contours à cette mouvance politique qui s'institutionnalise, notamment par la prise de positions des différents acteurs politiques et médiatiques.

À cet enjeu ayant déjà fait l'objet de plusieurs travaux de recherche vient s'ajouter la question du clivage politique. En effet, les différentes manifestations qui ont eu lieu au Pérou et notamment celle du 5 avril, nous montrent à quel point demeure une forme de crispation très forte à l'égard de l'héritage de Fujimori, notamment lors d'élections présidentielles. Rappelons que le système de partis péruvien ne s'est jamais consolidé autour d'un clivage durable. Le politologue Steven Levitsky va au-delà de ce constat, en signalant que le système de partis n'existe tout simplement pas, mais qu'au contraire il s'agit d'un « système de candidatures individuelles »<sup>11</sup>. Force est de remarquer qu'au Pérou on peut compter 163 partis

---

<sup>8</sup> « *La manifestación contra Keiko Fujimori, la más grande desde el fin de la dictadura* » In *El Mundo*, 6 avril 2016. Disponible sur : <http://www.elmundo.es/internacional/2016/04/06/5704ade522601d26118b467f.html> (consulté le 18 juillet 2017).

<sup>9</sup> Scott Mainwaring *et al.*, *The Crisis of Democratic Representation in the Andes*, Stanford University Press, 2006.

<sup>10</sup> Entretien réalisé par nos soins à Vladimiro Huároc, à Lima, le 7 avril 2017.

<sup>11</sup> Entretien avec Steven Levitsky, à Harvard, le 16 novembre 2010.

politiques, uniquement au niveau national, depuis 1871. Depuis la fin de la dictature de Francisco Morales Bermúdez en 1980, huit partis sont parvenus à placer leur candidat à la tête de l'État, contre quatre pour la Colombie, le Chili et le Brésil, ou trois pour l'Uruguay, par exemple. En 2017, seule la moitié de ces huit partis existait encore. Nous remarquons également un habituel « syndrome du transfuge »<sup>12</sup> dans la pratique politique péruvienne. Ainsi, entre 2011 et 2016, 26% des députés ont changé de groupe parlementaire, ce qui témoigne de la précarité de l'attachement partisan.

Dans cet univers de multiplication des partis, et à contre-courant de la majorité des partis politiques péruviens qui n'ont pas eu vocation à perdurer dans le temps, la fondation de Force Populaire en 2010 vient précisément de la volonté d'inscrire le parti dans le temps long à travers la fusion de tous les groupuscules dits « *fujimoristes* » existants, notamment *Nueva Mayoría* et *Sí Cumple*<sup>13</sup>. Cette union des forces *fujimoristes* au sein d'un seul et même parti, et les résultats électoraux qui ont suivi, ont rappelé la force du *fujimorisme* et ont poussé d'éternels rivaux politiques à se soutenir mutuellement afin d'empêcher Keiko Fujimori de remporter l'élection présidentielle. En 2011, ce fut le cas de Mario Vargas Llosa, ancien candidat libéral de droite contre Alberto Fujimori en 1990, qui soutint Ollanta Humala ; de même, en 2016, Verónica Mendoza, la candidate de la gauche socialiste, soutint Pedro Pablo Kuczynski, le candidat libéral, sous le mot d'ordre de « *Keiko Manam Atipananchu* »<sup>14</sup>.

De ce fait, l'adhésion ou le rejet vis-à-vis de l'offre politique du *fujimorisme* semble devenir aujourd'hui, pour reprendre la formule de Florence Haegel, la « ligne de partage qui sépare la communauté politique en camps »<sup>15</sup> : un *fujimorisme* assumé d'une part, un *anti-fujimorisme* subi de l'autre. Si la tentative de définir le premier a fait l'objet de recherches poussées, celle de comprendre le deuxième se heurte

---

<sup>12</sup> « La démocratie péruvienne à l'épreuve des élections », In *Opinion Internationale*, 1<sup>er</sup> avril 2016. Disponible sur : < <https://www.opinion-internationale.com/2016/04/01/la-democratie-peruvienne-a-lepreuve-des-elections-42322.html> > (consulté le 24 juillet 2017).

<sup>13</sup> Rappelons que *Cambio 90* (Changement 90), le premier parti fondé par Alberto Fujimori en 1989, prit son indépendance dans le processus de regroupement engagé par Keiko Fujimori, et se détacha de tout lien avec le *fujimorisme*.

<sup>14</sup> « Keiko ne doit pas l'emporter », en quechua.

<sup>15</sup> Florence Haegel, *Pertinence, déplacement et renouvellement des analyses en termes de clivage en France*, 2005.

d'emblée à l'hétérogénéité des acteurs qui en font partie. Or, bien que les résultats des élections générales montrent une progression constante du *fujimorisme* depuis la chute d'Alberto Fujimori en 2000 (ANNEXE I), la structuration du jeu politique péruvien autour de ce clivage est bien plus complexe. Par exemple, notons l'inexistence de débats autour de l'héritage *fujimoriste* dans les élections locales, que ce soit au niveau régional ou municipal. En outre, du fait de sa présence durable dans le jeu politique, on assiste de plus en plus à une routinisation du travail politique des responsables *fujimoristes*, dont la présence dans ce jeu n'est plus remise en question dès lors que le respect des institutions démocratiques est assuré.

Nous cherchons donc à comprendre, dans le cadre de ce travail, comment le *fujimorisme*, par sa présence et ses contours ambigus dans le jeu politique péruvien depuis la fin du gouvernement d'Alberto Fujimori, nous permet-il d'interroger le concept de clivage comme un principe structurant de division politique. Autrement dit, nous essayons de discerner les mécanismes à travers lesquels l'ambiguïté du *fujimorisme* joue un rôle essentiel dans son appréhension en tant que fondement du système de partis péruvien. A ce questionnement s'ajoutera la distinction entre théorie et pratique, ou entre rhétorique, communication officielle et action sur le terrain.

Enfin, aborder l'analyse d'un mouvement politique sous l'angle de principes structurants de division politique nous permet d'opérer un détour par rapport au cadre analytique traditionnellement utilisé pour ce genre d'objet. En effet, un des écueils rencontrés régulièrement dans les recherches sur le sujet réside dans la présence écrasante du concept de pragmatisme. Nous remarquons donc que ce mot, devenu populaire, a trouvé sa place dans ce que Pierre-André Taguieff appelle « l'espace polémique »<sup>16</sup>. Il n'est plus utilisé en termes académiques du fait de sa « désémantisation », mais son utilisation a été élargie, au point qu'on ne puisse plus lui donner une définition précise. Le pragmatisme serait un mode de gestion *a priori* efficace, basé sur la réalité, sur le concret. Son emploi beaucoup trop répandu dans le langage courant fait de lui un terme imprécis que nous préférons éviter pour notre analyse.

---

<sup>16</sup> Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », In *Vingtième siècle*, Vol. 56, N° 1, 1997, pp. 4-33.

Le cheminement intellectuel qui a fait naître ce sujet nous a ensuite amenés à nous poser la question de la méthode à employer pour le traiter. Nos limites personnelles ont influencé celle-ci, puisque la crise engendrée par le phénomène *El Niño* en 2017 au Pérou a limité notre capacité à contacter et effectuer des entretiens *de visu* avec des responsables politiques. Si des contacts sans doute enrichissants ont pu être établis, la lecture et l'analyse d'archives de presse et d'articles académiques traitant du *fujimorisme* ont constitué nos sources principales. Notre analyse conjugue donc sources primaires et surtout sources secondaires ; l'objectif était alors de se concentrer sur les contradictions qui pourraient exister entre la théorie et la pratique, sans pour autant devoir avoir recours à des entretiens.

En outre, si une enquête de terrain par entretiens plus poussée pourrait être intéressante dans l'optique de compléter notre analyse, il nous semblait relativement ardu de mêler à la fois enquête théorique de second degré –étude programmatique, analyse des influences idéologiques, schéma organisationnel– et entretiens. Bien que le *fujimorisme* existe depuis presque trois décennies, le mouvement n'a cessé d'évoluer à un rythme inédit dans les dernières années, voire les derniers mois, dans la foulée de l'élection générale de 2016.

## Hypothèse

L'exposition de l'intérêt du sujet et de la méthode que nous employons pour le traiter nous amène naturellement à expliciter les hypothèses de travail sur lesquelles nous nous basons et que nous essaierons de mettre à l'épreuve.

Les clivages partisans tels qu'ils sont compris en tant que principes structurants de division du jeu politique ne permettent pas, du moins dans leur totalité et leur complexité, d'appréhender les clefs du déchiffrement des confrontations électorales au Pérou. Selon Seymour Lipset et Stein Rokkan, un clivage politique se définit comme étant « ce qui divise une société en groupes obéissant à des orientations politiques divergentes, sur des bases qui peuvent être géographiques (centre-périphérie), idéologiques (familles de pensée) ou socio-culturelles

(appartenance à une classe sociale, à une ethnie, pratique d'une langue, d'une religion) »<sup>17</sup>.

Il semblerait que le *fujimorisme* réussisse relativement bien son plan amorcé avec la création de Force Populaire dès 2010. L'objectif était en effet d'obtenir des résultats électoraux pour que le mouvement retrouve les postes à haute responsabilité qu'il avait détenus dans les années 1990. Or, en même temps, nous constatons qu'il demeure une crispation très importante par rapport au *fujimorisme* lors des élections présidentielles ou de grandes manifestations, ce qui montre que le nom de Fujimori n'est pas banalisé. Nous faisons toutefois l'hypothèse que l'inscription du parti dans le fonctionnement démocratique routinier a toutefois banalisé son existence politique. En effet, sa présence dans les différents processus électoraux, tout comme la majorité absolue obtenue par Force Populaire en 2016, montre bien que le *fujimorisme* est un acteur incontournable du jeu politique péruvien. Autrement dit, les différents acteurs qui participent à la vie politique du Pérou sont obligés de considérer le *fujimorisme* comme un acteur à part entière.

Notre volonté en donnant de nouvelles impulsions à nos hypothèses de départ est de conférer à ce travail de recherche une base empirique forte : l'hypothèse de départ, si elle ne se coupait pas du terrain, nous semblait quelque peu déconnectée. Nous l'avons donc fait évoluer afin qu'elle nous permette un travail basé sur l'observation et la recherche d'éléments tangibles sur l'existence politique du mouvement, sans pour autant fermer la porte à une analyse programmatique et théorique du *fujimorisme* sur cette question des clivages politiques.

Une fois ces considérations prises en compte, il apparaît nécessaire de conserver une base théorique forte afin de donner un cadre solide à notre compréhension du concept de clivage politique, mais de profiter également de l'expérience péruvienne pour apporter des éléments empiriques étayant les arguments que nous avancerons. Notre recherche d'une hypothèse équilibrée, permettant donc un travail à la fois théorique et empirique, nous a conduit à formuler nos interrogations comme suit.

---

<sup>17</sup> Seymour Lipset *et al.*, *Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments*, The Free Press, 1967, pp. 14-15.

Le *fujimorisme* est un acteur politique qui reste associé à des questions très clivantes pour la société péruvienne. Dans une logique inspirée du maccarthysme, plusieurs dirigeants *fujimoristes* n'hésitent pas à traiter de « caviar » ou « pro-terroriste » toute critique ou toute opposition faite à leur programme<sup>18</sup>. À l'inverse, Mario Vargas Llosa affirme que « le manque de scrupules et d'honnêteté a été une constante des Fujimori »<sup>19</sup>. Cette opposition draconienne nous amène à traiter le *fujimorisme* comme un clivage symbolique et ponctuel sur le nom Fujimori.

Or, le mouvement *fujimoriste* aurait joué des contours flous qui le définissent afin de dépasser les aspects négatifs de l'héritage d'Alberto Fujimori. En effet, en posant les bases du parti Force Populaire sur le caractère ambigu du *fujimorisme*, ses cadres partisans ont cherché à trouver un juste milieu entre héritage et indépendance vis-à-vis de Fujimori. L'hypothèse que nous posons ici présente donc deux facettes : nous pensons que le *fujimorisme* se heurte à la difficulté de passer d'un « *fujimorisme* d'Alberto » à un « *fujimorisme* post-Alberto ». Et c'est précisément là que se situerait la limite : le *fujimorisme* ne constituerait pas à lui seul un clivage politique en termes de systèmes de partis, plus simple à comprendre lorsque les frontières entre les différents acteurs sont claires.

La littérature existante nous a aidé à discuter, étayer et valider ou infirmer ces hypothèses en nous apportant des cadres de pensée et des informations empiriques en plus de celles que nous avons recueillies. Cet apport non négligeable se doit donc d'être relevé et étudié en détail.

---

<sup>18</sup> Rappelons que le terme « caviar » définit, selon *Le Petit Larousse*, une expression péjorative référant à un progressisme qui s'allie au goût des mondanités et des situations acquises, c'est-à-dire des personnalités considérées comme éloignées des milieux populaires mais se réclamant de la gauche ou du progressisme.

<sup>19</sup> « Mario Vargas Llosa : 'La falta de escrúpulos y de honestidad fue una constante de los Fujimori », In *Perú 21*, 22 mai 2016. Disponible sur : < <http://peru21.pe/politica/mario-vargas-llosa-falta-escrupulos-y-honestidad-fue-constante-fujimori-2247225> > (consulté le 25 juillet 2017).

## État de l'art

Plusieurs thèmes doivent être couverts si l'on doit tenter d'effectuer un état de la littérature sur ce sujet : les systèmes de partis, la personnalisation des élections et l'héritage politique. Nous commencerons par le concept de *clivage* puisque c'est par celui-ci que ce travail de recherche a été amorcé. Cette notion a été souvent traitée dans l'histoire des idées politiques, de façon directe ou indirecte. Sans aucun doute, les travaux de Seymour Lipset et Stein Rokkan constituent le noyau fondamental de la théorie autour du concept de clivage. En effet, l'objectif de ces deux chercheurs avait été d'expliquer la genèse des systèmes de partis en Europe occidentale à partir de quatre éléments<sup>20</sup> :

- Les changements issus de la Réforme protestante et des révolutions nationales de 1789 et 1848 ;
- La révolution industrielle du XIX<sup>ème</sup> siècle ;
- Un axe fonctionnel ;
- Un axe territorial-culturel.

En se basant sur ces quatre éléments, Lipset et Rokkan ont tenté de construire une matrice qui puisse rendre compte de l'origine des systèmes partisans, ce que nous nous permettons de présenter à travers le tableau à double entrée suivant :

---

	Révolutions nationales	Révolution industrielle
Axe fonctionnel	Clivage Église/État	Clivage Capital/Travail
Axe territorial-culturel	Clivage Centre/Périphérie	Clivage Urbain/Rural

---

<sup>20</sup> Seymour Lipset, *op. cit.*



Nous avons bien entendu augmenté notre base théorique avec l'apport d'autres appréhensions du concept de clivage. Le travail de Martín Tanaka<sup>21</sup> a été sans doute une pierre angulaire dans notre analyse, nous permettant d'inscrire le concept de clivage dans le contexte péruvien. Ceci a énormément contribué à la compréhension de ce principe en tant que maillon de la chaîne des systèmes de partis. En effet, Tanaka met en avant le caractère « élitiste, peu représentatif, incapable d'être la voix d'une population exclue importante »<sup>22</sup> du système politique péruvien comme élément à l'origine d'une recherche d'alternatives et d'acteurs en dehors de ce système, ce que nous appellerons des *outsiders*.

Florence Haegel est notre principale source concernant notre usage de la notion de clivage, à laquelle on adjoint de temps à autre les travaux de Daniele Caramani, Robert Harmsen et Georges Couffignal. En effet, Haegel part d'une lecture rokkanienne des clivages politiques, mais conteste l'application orthodoxe et indiscutable de cette matrice en mettant en avant les antagonismes générés par des conflits collectifs et des processus sociopolitiques de grande ampleur historique, construits et entretenus par des organisations politiques. Pour illustrer son propos, elle se fonde sur la transformation du système partisan français dans les années 1990 avec la routinisation de la présence du Front National et des Verts dans le jeu politique. Cela répond, comme l'avance également Herbert Kitschelt<sup>23</sup>, à des enjeux spécifiques faisant écho à un clivage divisant libertaires et tout en exposant les lacunes et en esquissant des nuances au travail de Lipset et Rokkan sur le concept de clivage.

Daniele Caramani a écrit un article particulièrement important qui rattache ce concept à la question de la territorialité<sup>24</sup>. Si son étude porte sur le cas européen, son appréhension sur la « fragmentation ethnolinguistique [comme] cause claire des

---

<sup>21</sup> Martín Tanaka, *El sistema de partidos 'realmente existente' en el Perú, los desafíos de la construcción de una representación política nacional, y cómo enrumbar la reforma política*. Instituto de Estudios Peruanos, 2007.

<sup>22</sup> Martín Tanaka, *op. cit.*, p. 3.

<sup>23</sup> Herbert Kitschelt, *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, University of Michigan Press, 1995.

<sup>24</sup> Daniele Caramani, « L'évolution de la territorialité des clivages en Europe : une étude comparative depuis la moitié du XIXe siècle », In *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 12, 2005, pp. 47-76.

structures politiques régionalisées »<sup>25</sup> correspond au plus haut degré à nos intérêts, compte tenu de la situation du Pérou. En effet, d'après les estimations du Ministère de la Culture péruvien, on décompte 47 langues « indigènes ou originaires » au Pérou, en plus de l'espagnol<sup>26</sup>. Ce caractère plurilingue du pays nous a permis d'aborder le raisonnement de Daniele Caramani et nous a amené à reprendre et adapter ses critères à l'aune desquels nous tenterons de démêler ce qui relève de la théorie et ce qui relève de la pratique effective du *fujimorisme* en tant que principe structurant de division politique au Pérou. Bien que nous n'utilisons pas de manière extensive les systèmes argumentatifs de Caramani au cours de ce travail, ils ont constitué une aide fondamentale au début de notre recherche, en encadrant notre compréhension du concept et en nous offrant ainsi des idées claires bienvenues sur ce sujet parfois difficile à cerner.

De son côté, Fernando Chávez s'intéresse à la genèse des clivages politiques en faisant une relecture des travaux de Lipset et Rokkan<sup>27</sup>. En effet, la grille d'analyse avancée par ces derniers nous suggère que la production de piliers de stabilité des conflits s'est traduite institutionnellement sous la forme de partis politiques, c'est-à-dire des réseaux capables d'enraciner ces divisions. D'autres études ont élargi les axes conflictuels afin d'établir une théorie plus généralisable à d'autres systèmes de partis au-delà des européens<sup>28</sup>. Il est important de préciser à ce stade, comme l'indiquent Gabriel Almond<sup>29</sup> et Angelo Panebianco<sup>30</sup>, qu'un clivage n'est pas exclusif, c'est-à-dire que le fait qu'une division occupe le centre du jeu politique ne présuppose pas qu'elle soit la seule à le faire. Au contraire, plusieurs fractures peuvent coexister en même temps au sein d'une société, ce qui permet une multiplication partisane plus

---

<sup>25</sup> Daniele Caramani, *op. cit.*, p. 68.

<sup>26</sup> Ordonnance du gouvernement approuvant la politique nationale de langues originaires, tradition orale et inter-culturalité, Ordonnance N° 005-2017-MC, 2017. Disponible sur : < <http://www.minedu.gob.pe/campanias/pdf/lenguas/decreto-supremo-politica-nacional-de-lenguas-decreto-supremo-005-2017-mc.pdf> > (consulté le 10 août 2017).

<sup>27</sup> Fernando Daniel Chávez Solca, « Hacia una relectura de los clivajes políticos. El kirchnerismo como reconfiguración del clivaje peronismo-antiperonismo », In *Revista de la Facultad de Ciencias Sociales*, Universidad Nacional, Vol. 36, N° 53, 2014, pp. 1-19.

<sup>28</sup> Marcel Aubry *et al.*, « Cuarenta años no son nada : ¿la reposición del clivaje autoritarismo-democracia en el sistema de partidos chileno? », In *Revista de Sociología*, N° 29, pp. 9-36.

<sup>29</sup> Gabriel Almond *et al.*, « La combinación de intereses y los partidos políticos », In Juan Calachini Urroz, *Cuadernos de Ciencia Política. Partidos políticos II*, Fondation de Culture Universitaire – Institut de Science Politique, Montevideo, 1991, pp. 28-39.

<sup>30</sup> Angelo Panebianco, *Modelos de partido*, Alianza, Madrid, 1990.

importante, répondant à des matrices analytiques différentes, et des conflits de nature partisane en réaction à des dynamiques multipolaires.

Une fois le cadre conceptuel du clivage établi, il nous a fallu construire un ensemble de connaissances détaillé concernant le *fujimorisme*. Comme nous l'avons précédemment expliqué, il est difficile de trouver des articles scientifiques peu biaisés sur le sujet. Nous avons ainsi souvent senti une certaine partialité dans le style des articles que nous avons croisés. Le premier objectif, plus simple à atteindre car moins sujet au biais, a été de trouver des informations d'ordre chronologique sur le mouvement, et notamment sur Force Populaire, afin de comprendre son apparition, son développement et son évolution depuis la chute d'Alberto Fujimori. Dans cette optique, nous nous sommes beaucoup aidés du travail de Melissa Navarro qui conjugue personnalisation d'un mouvement politique et dépassement de son fondateur<sup>31</sup>. Son article nous a permis de connaître en détail l'évolution notamment électorale depuis l'an 2000, du *fujimorisme*.

Enfin, nous avons dû trouver une littérature qui traite le sujet de l'héritage familial en politique. On peut penser aux cas français de Jean-Marie et Marine Le Pen et de Jacques Delors et Martine Aubry, mais également à la famille Trudeau au Canada, Bush aux Etats-Unis ou encore et spécialement Bordaberry en Uruguay et Kirchner en Argentine. Dans ce sens, le travail de Fernando Chávez porte sur le *kirchnerisme* comme « reconfiguration du clivage péronisme-antipéronisme » en Argentine<sup>32</sup>. Or, le principe sur lequel il se fonde et qui est soutenu par la littérature est la préexistence de ce clivage péronisme-antipéronisme bien avant l'arrivée au pouvoir de Néstor Kirchner en 2003. Au Pérou, comme nous l'avons précédemment évoqué et comme l'avance Steven Levitsky, ce système n'existe pas<sup>33</sup>. Le travail de Bruno Revesz, quant à lui, porte sur la relève au sein même du *fujimorisme*<sup>34</sup>. Or, datant de 2002, son analyse ne couvre pas vraiment, voire pas du tout, la période qui nous concerne, à savoir le retour du *fujimorisme* au premier rang de la politique

---

<sup>31</sup> Melissa Navarro, « Tras el líder. Oportunidades de un partido personalista para lograr la continuidad luego del alejamiento del líder fundacional : el caso del fujimorismo », In *Revista Polítai*, Vol. 2, N° 3, 2011.

<sup>32</sup> Fernando Daniel Chávez Solca, *op. cit.*

<sup>33</sup> Steven Levitsky, *op. cit.*

<sup>34</sup> Bruno Revesz, « La relève du Fujimorisme », In *Études*, Tome 396, 2002, pp. 299-310.

nationale. D'autres articles se saisissent de la question. On pourra citer entre autres ceux de Julio Cotler<sup>35</sup>, Olivier Dabène<sup>36</sup>, Scott Mainwaring et Timothy Scully<sup>37</sup>.

Toutefois, les deux travaux que nous considérons les plus pertinents pour notre étude sont ceux d'Eduardo Villanueva<sup>38</sup> et Diana Burgos-Vigna<sup>39</sup>. En effet, le premier met l'accent sur la crise de la représentation comme élément déclenchant le phénomène *fujimoriste* et sur le fait que les exploits électoraux de ce mouvement politique répondent à une capitalisation effective des demandes populaires. Burgos-Vigna ajoute à cette analyse des facteurs tels que la relation directe, voire affective, établie par Alberto Fujimori –et héritée par Keiko Fujimori– avec les couches les plus défavorisées de la population péruvienne par le biais de pratiques clientélistes, de la déstructuration du tissu social, de l'instrumentalisation de certains acteurs par l'intermédiaire des programmes sociaux, et du contrôle permanent de l'information. L'article de Burgos-Vigna est l'un des seuls à traiter la question qui nous occupe ici : l'établissement de pratiques politiques durables qui définissent un mouvement et le différencient des autres. Il nous a beaucoup aidé et nous accompagnera au long de notre réflexion.

## Annnonce du plan

Nous mettrons à l'épreuve l'hypothèse exposée précédemment en trois temps. On se fixe pour objectif dans le premier de mettre en évidence la routinisation progressive de la présence du *fujimorisme* dans la fonction publique péruvienne depuis la chute d'Alberto Fujimori en l'an 2000. Vécue comme inéluctable, notamment depuis l'élection présidentielle de 2011, la montée en puissance du *fujimorisme* en soi n'a pas fait l'objet d'une grande couverture médiatique ou académique. Les étapes définissant cette routinisation sont pourtant un objet d'étude

---

<sup>35</sup> Julio Cotler, « Descomposición política y autoritarismo en el Perú », In *Revista del Centro de Estudios Constitucionales*, Instituto de Estudios Peruanos, N° 15, 1992.

<sup>36</sup> Olivier Dabène, *Amérique latine, la démocratie dégradée*, Bruxelles, Éditions complexe, 1997.

<sup>37</sup> Scott Mainwaring *et al.*, « La institucionalización de los sistemas de partidos en América Latina », In *Revista de Ciencia Política*, Vol. XVII, N° 1-2, 1995.

<sup>38</sup> Eduardo Villanueva, « Políticas y clivajes : algunas reflexiones a partir de una reseña de políticas », In *The Journal of Community Informatics*, Vol. 3, N° 3, 2007.

<sup>39</sup> Diana Burgos-Vigna, « Alberto Fujimori : le populisme de l'efficacité », In *Amnis*, Vol. 5, 2005.

essentiel. En effet, c'est au fur et à mesure que le mouvement a repris de la force que sa présence constante dans les débats politiques au niveau national s'est affirmée. Il apparaît donc crucial de comprendre comment le *fujimorisme* s'est forgé une identité après la chute de son leader et fondateur.

Dans un deuxième temps, nous nous concentrons sur les contours flous qui définissent le *fujimorisme*. Nous nous penchons d'abord sur l'identité partisane autour de l'héritage du leader fondateur, c'est-à-dire les allusions tant rhétoriques que pratiques à Alberto Fujimori et à son gouvernement de la part des responsables de parti. Nous prendrons ensuite le temps d'étudier l'imbrication de ce phénomène à une dynamique de prise de distance, voire d'autonomie vis-à-vis de cet héritage. Nous nous intéressons notamment à la dimension « attrape-tout » du *fujimorisme* sous le leadership de Keiko Fujimori à la lumière du travail d'Alan Ware sur ce sujet<sup>40</sup>.

Enfin, nous exposons et articulons les limites provoquées par l'ambivalence sous laquelle opère le *fujimorisme*. Nous y mettons en balance les écrits de plusieurs auteurs pour poser un cadre clair à notre réflexion sur le sujet. Le premier objectif est de retracer rapidement les éléments qui sont à l'origine même de définir ce qu'est le *fujimorisme*. Nous effectuons ensuite une analyse recentrée sur ce dernier en passant au crible l'idée du clivage, de la dimension personnaliste et du travail mémoriel effectué autour du *fujimorisme*.

---

<sup>40</sup> Alan Ware, *Political Parties and Party Systems*, Oxford University Press, 1996.

# CHAPITRE I : La routinisation du travail politique des *fujimoristes* : banalisation de leur présence dans la fonction publique ?

L'essentiel des analyses sur le *fujimorisme* au Pérou s'est fait sous un angle qui se limite à la compréhension de ce phénomène en tant que symptôme d'une crise de la représentation connue au Pérou comme dans d'autres pays du monde. Or, le *fujimorisme* ne peut pas se limiter à cette crise de la représentation, à moins que l'on considère qu'il s'agit d'une crise structurelle puisque la présence de cet acteur dans le jeu politique péruvien est devenu une constante.

Il nous a donc paru plus intéressant d'aborder ce phénomène en analysant son évolution, notamment depuis la chute d'Alberto Fujimori, sous deux angles : son évolution au niveau électoral borné par des rappels à l'ordre en termes de respect des institutions, et ses caractéristiques au niveau de l'organisation partisane depuis la fondation de Force Populaire en 2010.

## A) Des rappels à l'ordre ponctuels

La chute d'Alberto Fujimori plonge le *fujimorisme* dans une crise politique sans précédents : l'année suivante, le mouvement subi sa plus grosse défaite électorale lorsque Carlos Boloña, ancien Ministre de l'économie, ne recueille que 1,60% des voix. La politologue Adriana Urrutia affirme que ce n'est qu'en 2001 qu'on connaît « un véritable front, voire un consensus *anti-fujimoriste* »<sup>41</sup>, ce qui fait de cet épisode un moment inédit dans l'histoire politique péruvienne. La diffusion des *Vladivideos* scelle l'opinion des Péruviens sur le *fujimorisme* et le style de gouvernement de Fujimori : celle de la corruption généralisée. En effet, le 14 septembre 2000, le parti d'opposition Front Indépendant Moralisateur diffuse une vidéo dans laquelle Vladimiro Montesinos, alors Directeur du Service d'Intelligence Nationale du Pérou et principal conseiller du Président de la République, en soudoie clairement Alberto

---

<sup>41</sup> Entretien réalisé par nos soins à Adriana Urrutia, à Lima, le 5 avril 2017.

Kouri, parlementaire d'opposition récemment élu, afin que ce dernier rejoigne les rangs *fujimoristes*<sup>42</sup>. Par la suite, plusieurs autres dizaines de vidéos sont découvertes dans lesquelles on voit Montesinos réuni avec des dirigeants politiques, des directeurs d'organes de presse et de médias audiovisuels, entre autres. En 2001, Montesinos affirme qu'il possède « près de 30 000 vidéos depuis 1990 »<sup>43</sup>. C'est donc dans ce contexte de fort bouleversement médiatique que se sont déroulées les élections générales de 2001, après le vote du Parlement en faveur de la destitution de Fujimori le 17 novembre 2000 et son remplacement par intérim assuré par Valentín Paniagua, alors Président du Congrès. Le *fujimorisme* n'obtint que trois sièges au Parlement sur 120, le pire résultat de son histoire, et Fujimori s'exile au Japon.

Cinq ans plus tard, la situation est radicalement différente. Les élections générales de 2006 approchant, le parti *fujimoriste* *Sí Cumple* prépare le retour de Fujimori au Pérou pour le porter candidat à la Présidence de la République<sup>44</sup>. Cependant, le Tribunal Constitutionnel interdit la candidature de l'ancien Président, toujours fugitif de la justice péruvienne. Les partis *fujimoristes* ont alors formé l'*Alianza por el Futuro* et désigné Martha Chávez, ancienne Présidente du Congrès sous Fujimori, candidate à la Présidence<sup>45</sup>. Le débat autour de l'héritage *fujimoriste* est resté presque totalement absent de cette élection, la polémique se centrant surtout autour de la candidature d'Ollanta Humala, considéré alors comme proche du Président vénézuélien Hugo Chávez<sup>46</sup>. Cependant, nous remarquons qu'à l'époque, Juan Paredes Castro, éditeur de politique de *El Comercio*, le quotidien le plus important du pays, soulève la question de la distance que Martha Chávez prendrait vis-à-vis de Fujimori, étant donné que Keiko Fujimori est alors la tête de liste au Congrès dans la circonscription de Lima, et que Santiago Fujimori, frère de l'ancien

---

<sup>42</sup> « La Fuga de VLADIMIRO », In *Caretas*, N° 1649, 14 décembre 2000. Disponible sur : < <http://www2.caretas.pe/2000/1649/articulos/vladimiro.phtml> > (consulté le 11 août 2017).

<sup>43</sup> « Montesinos prometió una hecatombe », In *La Nación*, 28 juin 2001. Disponible sur : < <http://www.lanacion.com.ar/315836-montesinos-prometio-una-hecatombe> > (consulté le 11 août 2017).

<sup>44</sup> « Fujimori regresa a Perú para ser candidato en 2006 », In *Infobae*, 14 septembre 2005. Disponible sur : < <http://www.infobae.com/2005/09/14/210463-fujimori-regresa-peru-ser-candidato-2006/> > (consulté le 11 août 2017).

<sup>45</sup> Nous remarquerons que les initiales de l'alliance –AF– étaient les mêmes que celles d'Alberto Fujimori.

<sup>46</sup> Mathieu Durand *et al.*, « Las elecciones presidenciales en el Perú en 2006 : un indicador de la segregación socio-espacial y de la protesta social », Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines, N° 36, 2007, pp. 165-170.

Président, est candidat à la première vice-présidence<sup>47</sup>. L'association de la candidature *fujimoriste* au nom « Fujimori » n'est bien évidemment pas anodine. Il s'agit d'ailleurs d'un des éléments centraux des candidatures personalistes où, comme l'avance Albert Mabileau, l'élection est la « réduction de la structure partisane, du programme électoral et de la campagne elle-même à la figure d'un candidat »<sup>48</sup>. En effet, faute de porter Alberto Fujimori candidat à l'élection, l'inclusion de membres de sa famille, dont celle qui avait été Première Dame, est le moyen par excellence de rappeler les origines du *fujimorisme*. Finalement, Martha Chávez arrive en quatrième position avec 7,43% des voix, devançant notamment l'ancien Président Paniagua. Pour sa part, l'*Alianza por el Futuro* place 13 parlementaires dans le Congrès, ce qui leur permet de former un groupe parlementaire qu'ils appellent « Groupe Parlementaire *Fujimoriste* »<sup>49</sup>. Keiko Fujimori est alors la parlementaire qui avec le plus de voix au niveau national. Ce n'est qu'à ce moment-là que cette dernière décida de préparer la réunification des mouvements *fujimoristes* au sein d'un seul parti, notamment en vue des prochaines élections générales.

L'acte créateur de Force Populaire –à l'époque sous le nom de Force 2011– s'est déroulé le 9 mars 2010, un an avant les élections générales de 2011, dans le but de pouvoir colliger les différents partis dits *fujimoristes* déjà existants<sup>50</sup>. Il s'agit d'un moment fort dans l'histoire du *fujimorisme*, qui jusqu'à ce moment-là fondait un nouveau parti ou formait une nouvelle alliance pour chaque élection générale. Seul un de ces partis –*Cambio 90*– se démarque de la dynamique engendrée par Keiko Fujimori, préférant former une alliance autour de la candidature de l'ancien maire de Lima, Luis Castañeda<sup>51</sup>. L'année suivante, Keiko Fujimori affronte Ollanta Humala au second tour de l'élection présidentielle et reçoit à l'occasion les soutiens d'autres candidats à l'élection, notamment de Pedro Pablo Kuczynski et de Luis Castañeda

---

<sup>47</sup> « ¿Podrá Martha Chávez deslindas con Fujimori? », In *El Comercio*, 20 janvier 2006.

<sup>48</sup> Albert Mabileau, « La personnalisation du Pouvoir dans les gouvernements démocratiques », In *Revue française de science politique*, N° 1, 1960, p.40.

<sup>49</sup> Site institutionnel du Congrès de la République. Disponible sur : < [http://www.congreso.gob.pe/Congresistas/?=undefined&m1\\_idP=5](http://www.congreso.gob.pe/Congresistas/?=undefined&m1_idP=5) > (consulté le 11 août 2017).

<sup>50</sup> Rodrigo Gil, *Keiko Fujimori y Fuerza 2011 : Análisis de la campaña electoral en el Perú*, PUCP, 2011, p.6.

<sup>51</sup> Nous remarquerons que le leader de *Cambio 90*, Renzo Reggiardo, aura finalement décidé de dissoudre le parti en 2013 et d'en fonder un nouveau –*Perú Patria Segura*– afin de faucher tout lien avec le *fujimorisme*.



arrivés respectivement en troisième et cinquième position. La lecture de cette situation nous permet de nous faire une première idée de l'appréhension que les dirigeants politiques péruviens ont du *fujimorisme*. En effet, en 2011, après une campagne de premier tour particulièrement violente, Kuczynski assiste à un des meetings politiques de Keiko Fujimori. Il s'adresse alors au public comme suit : « *¿Quién acabó con el terrorismo? ¿Quién acabó con la hiperinflación? Yo no olvido y ustedes tampoco [...] Tenemos que tener esperanza en un Perú mejor, que en cinco años sea un país más próspero y menos pobre, queremos una economía estable. Y Keiko sí puede.* »<sup>52</sup>. La population en masse chante en guise de réponse « PPKeiko », symbiose des initiales de l'ancien Premier Ministre et du prénom de la candidate *fujimoriste*.

Face à ces soutiens, Ollanta Humala reçoit « sans aucune ambiguïté »<sup>53</sup> celui de l'ancien Président et candidat Alejandro Toledo, arrivé en quatrième position au premier tour. Toledo affirme que son parti, Pérou Possible, est né « dans la foulée de la dictature de Fujimori et Montesinos, et s'est consolidé dans la défense de la démocratie et la gouvernabilité lors de l'épisode historique de la Marche des Quatre *Suyos*<sup>54</sup> »<sup>55</sup>. Le jour même se déroule la marche « No A Keiko » organisée par la Coordinatrice National des Droits de l'Homme et le collectif *Fujimori Nunca Más* afin de dissuader les électeurs de voter pour la candidate du *fujimorisme* au second tour. Par la suite, comme nous l'avons évoqué auparavant, l'écrivain et malheureux candidat face à Alberto Fujimori en 1990 Mario Vargas Llosa donne également son soutien à Humala. Comme l'avance Fernanda Díaz, Humala, Toledo et Vargas Llosa

---

<sup>52</sup> Disponible ici : < <https://www.youtube.com/watch?v=YDli5LGq3QY> > (consulté le 09 août 2017). Traduction par nos soins : « Qui a mis fin au terrorisme ? Qui a mis fin à l'hyperinflation ? Moi, je n'oublie pas et vous, non plus [...] Nous devons avoir l'espérance d'un Pérou meilleur, que dans cinq ans il soit un pays plus prospère et moins pauvre, nous voulons une économie stable. Et Keiko, oui, elle peut ».

<sup>53</sup> « Alejandro Toledo decide apoyar candidatura de Ollanta Humala », In *La República*, 26 mai 2011. Disponible sur : < <http://larepublica.pe/26-05-2011/alejandro-toledo-decide-apoyar-candidatura-de-ollanta-humala> > (consulté le 10 août).

<sup>54</sup> « Territoires » ou « Communautés », en quechua. La référence est d'ordre historique puisque le nom de l'ancien Empire Inca, le *Tawantinsuyo*, vient de *Tawa* – quatre en quechua – et *suyo* : les quatre *suyos*.

<sup>55</sup> *La República*, *op. cit.*

ont formé à ce moment-là le socle du « vote anti-Fujimori »<sup>56</sup>, malgré les réticences manifestées par les deux derniers concernant le premier. Il est important que nous rappelions que le frère d'Humala, Antauro Humala, avait été le leader d'une tentative de coup d'État en 2004, alors que Toledo était Président de la République. Cet épisode est connu sous le nom d'*Andahuaylazo*, du nom de la ville où celui-ci se déroula, Andahuaylas, dans la cordillère des Andes. Deux candidats qui suscitent fortement la polémique s'affrontent donc au second tour, au point où Steven Levitsky affirme qu'« on pouvait avoir des doutes par rapport à Humala, mais des preuves par rapport à Keiko »<sup>57</sup>. Finalement, le 5 juin 2011, Ollanta Humala remporte l'élection avec 51,45% des voix.

Cependant, la routinisation et la plus grande polémique autour de l'héritage *fujimoriste* ne sont arrivées qu'en 2016, au moment de la dernière élection générale qui oppose au second tour Keiko Fujimori et Pedro Pablo Kuczynski. Le premier tour se déroule le 10 avril. Comme prévu dans les sondages, la candidate du *fujimorisme* est arrivée largement en tête du scrutin avec 39,85% des voix. Face à elle, Kuczynski et Véronika Mendoza, du Front Large, se disputent la deuxième place. Au niveau législatif, et contre tout pronostic, Force Populaire remporta la majorité absolue avec 73 sièges sur 130. Désormais, le travail politique des *fujimoristes* est devenu une routine. Les rappels à l'ordre en termes de respect des institutions se sont multipliés, notamment lorsque Pedro Spadaro, porte-parole de Force Populaire déclare que, sans tenir compte du résultat du second tour, « on savait déjà à qui appartenaient le Congrès »<sup>58</sup>. Contrairement aux élections de 2011 où Fujimori faisait face à un candidat considéré comme antisystème et qui suscitait la polémique, son adversaire en 2016 est un ancien Premier Ministre et ancien banquier de la Banque Mondiale qui ne remet pas en cause les principes du développement socioéconomique qu'avait connu le Pérou au cours des deux dernières décennies. L'appréhension vis-à-vis du retour du

---

<sup>56</sup> Fernanda Díaz, « El inicio de la era Humala : ¿ruptura, cambio o continuidad? », Centro de Estudios Sudamericanos del Instituto de Relaciones Internacionales, Université de La Plata, 2011.

<sup>57</sup> « Keiko Fujimori y Ollanta Humala : más certezas, menos dudas », In *Cuestiones de la Polis*, 31 mai 2011. Disponible sur : < <http://blog.pucp.edu.pe/blog/carlomagnosalcedo/2011/05/31/keiko-fujimori-y-ollanta-humala-mas-certezas-menos-dudas/> > (consulté le 15 août).

<sup>58</sup> « Pedro Spadaro : Por lo menos el Congreso ya sabemos de quién es », In *El Comercio*, 9 juin 2016.

*fujimorisme* au pouvoir exécutif ne se heurte donc plus à un candidat qui ne représente aucun gage au niveau économique et politique. Le débat économique reste donc assez absent dans l'entre-deux-tours, les deux candidats défendant des programmes jugés similaires. L'opposition se fonde sur leur légitimité à rester dans le jeu démocratique et les gages que chaque candidat peut proposer à ce niveau-là. Les élections ne font pas tant apparaître un clivage Fujimori/Anti-Fujimori, mais plutôt l'idée que Fujimori ne peut être à la tête de l'État. Robert Harmsen avance l'idée d'un « clivage de situation » ou d'un « clivage stratégique »<sup>59</sup>, ce qui vient interroger le caractère de durabilité d'un clivage décrit par Stefano Bartolini<sup>60</sup>. En effet, Harmsen s'appuie sur l'idée que ce qui oppose deux candidatures, voire deux projets politiques, n'est pas forcément un clivage qui s'inscrit dans le temps long, mais plutôt une série d'éléments qui répondent à des logiques conjoncturelles. Florence Haegel reprend cette idée lorsqu'elle conteste les travaux sur la stabilité des systèmes de partis. En effet, elle avance la logique de « particularisation [n'exprimant] plus des allégeances collectives, mais [renvoyant] simplement à des enjeux ponctuels »<sup>61</sup>. Ceci expliquerait sans doute pourquoi les partis qui se sont positionnés contre la candidature de Keiko Fujimori au second tour ne se définissent pas pour autant comme étant « *anti-fujimoristes* ». Le cas du Front Large reste le plus emblématique ; se situant aux antipodes idéologiques de Kuczynski en termes économiques il appelle pourtant à voter pour ce dernier, « contre Madame Fujimori » et « pour barrer la route du *fujimorisme* »<sup>62</sup>.

Ces différents moments marquent donc parfaitement l'évolution progressive de la présence *fujimoriste* depuis l'an 2000, initialement marginale pour reprendre de la force par la suite et s'ériger comme un acteur incontournable, définissant les lignes de partage du jeu politique lors des scrutins nationaux. Malgré les défaites à la présidentielle, les succès électoraux des listes parlementaires de Force Populaire ont contribué –et contribuent toujours– à la routinisation du travail politique des responsables *fujimoristes*. En effet, depuis 2016, par approbation parlementaire,

---

<sup>59</sup> Robert Harmsen, « L'Europe et les partis politiques nationaux : les leçons d'un 'non-clivage' », In *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 12, 2005, pp. 77-94.

<sup>60</sup> Stefano Bartolini, « La formation des clivages », In *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 12, 2005, pp. 9-34.

<sup>61</sup> Florence Haegel, *op. cit.*, p.35.

<sup>62</sup> Disponible ici : < <https://www.youtube.com/watch?v=dAA9vK3DXBU> > (consulté le 15 août 2017). Traduction par nos soins.

plusieurs dirigeants d'institutions de l'État sont issus des rangs *fujimoristes*. En guise d'illustration, on peut citer les cas de Rafael Rey et de José Chlimper, candidats à la vice-présidence avec Keiko Fujimori en 2011 et 2016 respectivement, aux postes de Directeurs de la Banque Centrale de Réserve péruvienne. Ces succès législatifs répondent également à la logique par laquelle le parti a été fondé et s'est organisé, à savoir la mise en relation de plusieurs groupes et mouvements locaux dirigés par des leaders régionaux fortement implantés ou qui ont déjà accédé à des postes à haute responsabilité, en tant que Gouverneur régional ou Maire.

## **B) Le parti, noyau d'une myriade de mouvements**

L'enjeu de Force Populaire, comme tout parti politique, est celui de la conquête du pouvoir. Pour ce faire, les fondateurs du parti ont fait appel non seulement aux anciennes bases électorales du *fujimorisme* dans les années 1990, mais également à des mouvements régionaux qui étaient devenus populaires dans différentes localités du Pérou. Cette dynamique répond à plusieurs facteurs, notamment à la fragmentation ethnolinguistique du Pérou et à l'appréhension vis-à-vis du système politique.

L'autonomie de Force Populaire est assurée en amont. Adriana Urrutia avance l'idée d'un parti comme « constellation de mouvements autonomes rattachés à une personne »<sup>63</sup>. En effet, nous rappelons que le parti est né de la symbiose de plusieurs mouvements préexistants. À ce titre, Keiko Fujimori a profité de cadres partisans qui existaient déjà et qui disposaient des moyens financiers et politiques pour développer localement les bases partisans. Urrutia rappelle également le cas de « *Factor K* », une organisation indépendante de Force Populaire, mais qui y est indéniablement rattachée. Ainsi, en mars 2016, une polémique éclate autour du financement de la campagne de Fujimori aux élections générales. Dans leur plaidoyer, les cadres du parti nient leur participation à la collecte de fonds, jugée illégale, en avançant l'événement dont il était question avait été organisé par *Factor K* et non Force

---

<sup>63</sup> Entretien réalisé par nos soins à Adriana Urrutia, à Lima, le 5 avril 2017.

Populaire<sup>64</sup>. Cet exemple parmi d'autres n'est que l'illustration de la forme d'organisation constellaire de Force Populaire : un « noyau central avec des satellites autour »<sup>65</sup> qui peuvent être facilement détachés si besoin.

Cette autonomie n'est pas uniquement assurée en amont du parti, mais également au niveau de la pratique politique des élus. Force est de constater que parmi les 73 parlementaires élus sous l'étiquette de Force Populaire en 2016, seulement 11 d'entre eux sont militants du parti, soit 15% des élus, le groupe parlementaire ayant le plus petit pourcentage de militants<sup>66</sup>. L'exemple de la première Vice-Présidente du Congrès pour la période législative 2016-2017, Rosa María Bartra, en est la parfaite illustration. Éluée de Force Populaire dans la région de La Libertad, Bartra est la fondatrice et principale dirigeante d'un mouvement régional appelé *Río Santa Caudaloso* dans la région d'Ancash. Ce mouvement n'a de liens apparents ni avec Force Populaire, ni avec le *fujimorisme* dans son ensemble. Or, en 2016, ses locaux partisans servaient à la réalisation d'évènements de caractère politique pour la campagne de Keiko Fujimori. C'est donc l'échelon local qui est mis en avant pour la réalisation de la campagne présidentielle, ce qui favorise par conséquent le soutien de mouvements régionaux. Ceci renvoie à l'idée avancée par Georges Couffignal qui indique qu'une forte fragmentation politique « se traduit dans plusieurs partis (comme dans beaucoup de pays d'Europe, ou au Brésil, en Bolivie, au Pérou, au Chili) »<sup>67</sup>. Il souligne également que les clivages, s'ils existent, « marquent l'appartenance ou l'adhésion des individus à des groupes, à des croyances, à des cultures, à des idéologies, et non pas l'enrôlement dans des factions sous l'autorité d'un individu ou d'un groupe oligarchique »<sup>68</sup>. Par opposition, on peut en inférer qu'un mouvement politique qui se place sous une autorité personnalisée ne répond pas à des logiques d'appartenance idéologique, ce qui montrerait une véritable

---

<sup>64</sup> « Fujimorismo niega las evidencias para salvar candidatura de Keiko », In *La República*, 31 mars 2016. Disponible sur : < <http://larepublica.pe/impresapolitica/754515-fujimorismo-niega-las-evidencias-para-salvar-candidatura-de-keiko> > (consulté le 16 août 2017).

<sup>65</sup> Entretien réalisé par nos soins à Adriana Urrutia, à Lima, le 5 avril 2017.

<sup>66</sup> « Fuerza Popular tiene mayoría en el Congreso, pero cuenta con menos militantes que PPK », In *Gestión*, 2 août 2016. Disponible sur : < <http://gestion.pe/politica/fuerza-popular-tiene-mayoria-congreso-cuenta-menos-militantes-que-ppk-2166803> > (consulté le 16 août 2017).

<sup>67</sup> Georges Couffignal, « Les notions de droite et gauche dans l'histoire politique de l'Amérique latine », In *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Colloques, 2008.

<sup>68</sup> Georges Couffignal, *op. cit.*

absence de clivage politique au sens de Lipset et Rokkan. Du fait de la fragmentation dont fait l'objet Force Populaire dans son ensemble, avancer l'idée d'un clivage autour du *fujimorisme* pourrait paraître, pour le moins, osé.

Ces structures politiques régionalisées dont profitent les dirigeants *fujimoristes* sont dues également à ce que Daniele Caramani appelle la « fragmentation ethnolinguistique »<sup>69</sup>. Comme nous l'avons indiqué auparavant, le Ministère de la Culture péruvien estime qu'il existe 47 langues « indigènes ou originaires » au Pérou, en plus de l'espagnol. Même si Caramani restreint son étude à l'Europe, et particulièrement aux pays « multiculturels » comme la Suisse, la Belgique ou l'Espagne, son raisonnement peut être étendu à bien d'autres cas en dehors du cadre européen. Ce qui est intéressant de remarquer, c'est que son raisonnement s'appuie sur un autre principe, qui est celui que la fragmentation culturelle « n'a pas d'impact sauf si elle est exprimée de façon territoriale »<sup>70</sup>, c'est-à-dire que les structures partisanes régionalisées répondent à des logiques culturelles propres à la région. Ceci est bien le cas des mouvements régionaux qui orbitent autour de Force Populaire et, par extension, du leadership de Keiko Fujimori. Pour reprendre l'exemple que nous avons déjà cité, Rosa María Bartra a fondé un mouvement dans la région d'Ancash qui se voulait uniquement à caractère local et qui n'avait pour vocation que de se présenter dans des élections régionales et municipales. Ainsi, il suffit de voir l'ancrage territorial du nom du mouvement pour comprendre sa logique culturelle locale : *Río Santa Caudaloso*, du nom du fleuve Santa dont la source se trouve dans le lac Conococha dans la région d'Ancash, au nord du Pérou. L'image du fleuve a notamment inspiré plusieurs musiciens andins comme *Pastorcita Huaracina* ou *Gorrión Andino*, ce qui témoigne de l'importance de celui-ci au niveau culturel dans la région<sup>71</sup>. Or, Bartra, qui se présenta à la Présidence de la région aux élections de 2014, échoua à se faire élire, ce qui nous pousse à penser qu'une alliance électorale avec le *fujimorisme*, alors en position de force dans tous les sondages, représentait un avantage comparatif face à l'échéance électorale de 2016<sup>72</sup>. Nous remarquons qu'à

---

<sup>69</sup> Daniele Caramani, *op. cit.* p.68.

<sup>70</sup> *Idem.*

<sup>71</sup> Víctor Unyén Velezmoro, *Ancash, un viaje pour la historia. La enciclopedia de Ancash*, édition propre, 2011.

<sup>72</sup> Il nous a semblé important de remarquer que lors de l'élection régionale à Ancash, Bartra avait face à elle un candidat de Force Populaire.

l'occasion, Bartra ne s'était pas inscrite à Force Populaire, ce qui renvoie encore une fois à la logique de « constellation » avancée par Adriana Urrutia : un noyau central orbité par des mouvements et des personnalités politiques autonomes, ce qui permet au parti –et par extension à ses dirigeants– de s'en démarquer si la situation s'impose.

Les élections régionales sont en effet un moment analytique incontournable dans une étude traitant les clivages politiques. Dans son étude sur l'évolution de la territorialité des clivages en Europe depuis la moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, Daniele Caramani avance le principe d'une tendance générale à travers le temps pour définir ce qu'est un clivage politique, tout comme le besoin d'une analyse de toutes les élections compétitives. Il nous a donc paru important de nous intéresser aux logiques derrière les élections locales péruviennes. Nous avons constaté sans grande surprise que les enjeux étaient différents, les autorités à élire et les compétences à adjuger n'étant pas les mêmes. Et même si Caramani avance l'exemple de la Belgique qui a deux systèmes de partis depuis les années 1960 entre Flamands et Wallons, le cas péruvien, quant à lui, ne répond pas à la même logique. En effet, nous remarquons que même si le débat autour de l'héritage *fujimoriste* est absent, il s'agit d'un facteur qui entre en jeu dans certaines situations. Nous avons pris l'exemple de l'élection municipale de San Isidro en 2015<sup>73</sup>. Dans ce district gouverné presque de façon ininterrompue par le Parti Populaire Chrétien (PPC), le candidat de ce parti, Manuel Velarde, arrive au coude-à-coude avec Madeleine Osterling, de Force Populaire. Il s'agit d'un cas sans aucun doute emblématique. Xavier Barrón, dirigeant historique du PPC nous a confié le symbolisme de la présence du parti dans ce district, en affirmant qu'il s'agissait d'une élection « entre deux candidats du PPC »<sup>74</sup>. En effet, même si Velarde était le candidat investi par le parti, Osterling était la fille de Felipe Osterling, autre dirigeant historique du PPC et dernier Président du Sénat avant le coup d'État de Fujimori de 1992. Pour Barrón, ce n'est pas tant l'étiquette de Force Populaire qui a effrayé les électeurs, mais plutôt celle du PPC qui en a attiré. Il a donc mis en avant la fidélité de l'électorat du quartier vis-à-vis du parti. Cela nous a semblé toutefois inexact, surtout en tenant compte que le PPC avait perdu les élections

---

<sup>73</sup> San Isidro est un quartier aisé de Lima. Nous rappelons à l'occasion qu'au Pérou, chaque quartier à une Mairie qui lui est propre, à l'instar des arrondissements parisiens, lyonnais ou marseillais.

<sup>74</sup> Entretien réalisé par nos soins à Xavier Barrón, le 7 août 2017.

municipales dans le district en 2002 et 2006. Pendant les dernières semaines de campagne, l'équipe de Velarde avait fortement mis l'accent sur le fait qu'Osterling, pourtant fille d'un dirigeant du PPC déchu de son poste de Président du Sénat par Fujimori, était la candidate du *fujimorisme* : c'est donc bien l'étiquette *fujimoriste* qui a fait polémique et qui *in fine* a coûté l'élection à Osterling face à Velarde.

Finalement, Martín Tanaka aborde la dimension régionale des mouvements politiques dans le cas péruvien, en positionnant les acteurs régionaux comme des incontournables du jeu politique face aux partis nationaux qui sont eux considérés comme « liméniens »<sup>75</sup>. Il qualifie le système politique péruvien d'« élitiste, peu représentatif [et] incapable d'exprimer à une importante population exclue ». Si ces qualificatifs ne doivent pas être singularisés systématiquement pour le Pérou, il est important de relever leur pertinence en matière de degré. En effet, lorsque nous nous intéressons à la ville de naissance des derniers Présidents péruviens, nous remarquons que depuis le retour à la démocratie en 1980, cinq dirigeants sur sept sont nés à Lima<sup>76</sup>.

Ce caractère exclusif du système serait à l'origine de ce que Tanaka appelle la « recherche d'alternatives en dehors de celui-ci, de leaderships antisystème et d'*outsiders* ». Le vote pour une candidature dirigée par Keiko Fujimori répondrait donc à la même logique que le vote Humala en 2011 et 2006, Toledo en 2001 ou encore Alberto Fujimori lui-même dans les années 1990 : un vote contestataire qui irait à l'encontre d'un candidat considéré comme faisant inexorablement partie d'un système politique « dépassé, caduc et même décalé »<sup>77</sup> par rapport aux attentes de la population. Dans ce sens, le phénomène contestataire se serait accentué dans les dernières années. En effet, si en 2001 les candidatures d'Alan García (Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine - APRA) et de Lourdes Flores (Unité Nationale<sup>78</sup>) recueillent 50,1% des voix, celles-ci n'en obtiennent que 48,1% en 2006. Finalement, en 2016, la candidature conjointe de García et Flores n'obtient que 5,83%

---

<sup>75</sup> Martín Tanaka, *op. cit.*

<sup>76</sup> Remarquons que l'un des deux Présidents nés en province était Valentín Paniagua, Président pendant la période de transition entre 2000 et 2001, qui ne fut donc pas élu au suffrage universel.

<sup>77</sup> Martín Tanaka, *op. cit.*

<sup>78</sup> Unité Nationale était l'alliance formée par le Parti Populaire Chrétien, Solidarité Nationale et Renovation Nationale.



des voix. Face à ces partis dits ou devenus « liméniens », les mouvements régionaux ont récupéré un électorat déboussolé et pour qui l'échelon local était devenu le vecteur privilégié de la demande politique<sup>79</sup>. Or, par définition, les mouvements régionaux n'ont qu'une marge d'action localisée au sein de la région où ils opèrent. Pourtant, comme le précise Tanaka, leur but n'est pas uniquement la conquête du pouvoir régional, mais bien la conquête du pouvoir au niveau national. Pour ce faire, les mouvements régionaux doivent établir des alliances stratégiques. Bien que cette pratique ne doive pas être singularisée au cas du *fujimorisme*, il semble que Force Populaire en ait fait une pierre angulaire de son comportement partisan. Par exemple, l'APRA entretient une école de formation pour des jeunes leaders et cadres partisans ; il en est de même pour le PPC. Or, Force Populaire, du fait notamment de sa jeunesse en tant que parti officiellement institutionnalisé, n'a pas établi de structure similaire et dépend donc entièrement des bases déjà établies par d'autres mouvements, notamment ceux qui ont un fort ancrage territorial. Ce lien créé alors entre noyau central du parti et satellites régionaux vient interroger les lignes de démarcation menant à des oppositions au niveau des unités territoriales comme l'indique Bartolini<sup>80</sup>. Il permet de mettre en commun des demandes sociales au niveau local qui sont par la suite exprimées au niveau national, ce qui favorise la montée en puissance de partis comme Force Populaire. Cette logique, dynamisée également par la récupération d'anciens cadres partisans, a sans doute contribué à l'accès de Keiko Fujimori au second tour de l'élection présidentielle à deux reprises, et accentué l'opposition farouche à sa candidature.

Tanaka ajoute en outre que le gouvernement d'Alberto Fujimori s'est basé sur une « rhétorique et une pratique contraires à la construction d'institutions »<sup>81</sup>. Le régime étant autoritaire et personnaliste, on a assisté au harcèlement et à la diabolisation des partis politiques. Cela est sans doute la raison pour laquelle Fujimori s'est présenté à chaque élection sous l'étiquette d'un parti différent, fondé *ad hoc* pour l'échéance électorale. La crise des partis politiques abordée par Tanaka renvoie à cette stigmatisation qui voulait que les cadres partisans restent des personnalités

---

<sup>79</sup> Charles Kenney, « The Death and Rebirth of a Party System, Peru 1978-2001 », In *Comparative Political Studies*, Vol. 36, 2003, pp. 1210-1239.

<sup>80</sup> Stefano Bartolini, *op. cit.*

<sup>81</sup> Martín Tanaka, *op. cit.*, p.7.

déconnectées de la réalité de la population, par opposition à un leader charismatique pourvoyeur de solutions aux demandes de la société. Le paroxysme de ce phénomène a bien entendu été le coup d'État de 1992 puisqu'à ce moment-là, les deux chambres du Parlement étaient contrôlées par les partis qui avaient dominé la vie démocratique du Pérou pendant les dernières décennies, à savoir l'APRA, le PPC, Action Populaire et la gauche socialiste. Le coup de Fujimori ayant été approuvé par une majorité de la population péruvienne, l'image des partis comme étant les principaux responsables de cette crise politique ne s'est pas heurtée à une grande opposition populaire.

Après avoir analysé le rôle des mouvements régionaux dans l'organisation de Force Populaire, il nous semble pertinent d'étudier plus spécifiquement les ambivalences qui font du *fujimorisme* un objet difficile à discerner. L'objectif est d'évaluer les ambiguïtés sur lesquelles Keiko Fujimori semble jouer afin de tirer pleinement avantage de l'héritage *fujimoriste*, tout en marquant une autonomie qui se scelle par la phrase « La candidate, c'est moi ! Pas mon père ! »<sup>82</sup>. Trois échelons nous préoccuperont plus précisément ; nous observerons l'imbrication des deux dynamiques, notamment au niveau rhétorique, pour remarquer ensuite que même si le parti présente des caractéristiques propres aux partis « attrape-tout », il se concentre sur le volet sécuritaire lors des campagnes électorales, tant à niveau national que local.

---

<sup>82</sup> « Keiko Fujimori respondió a PPK : 'La candidata soy yo, no mi padre' », In *Perú 21*, 13 mai 2016. Disponible sur : < <https://peru21.pe/politica/keiko-fujimori-respondio-ppk-candidata-mi-padre-217986> > (consulté le 15 août 2017).

## CHAPITRE II : L'ambiguïté faisant le *fujimorisme*

Comme nous l'avons indiqué en introduction, une des particularités du *fujimorisme* est sans doute le flou de ses contours. Loin d'être un aspect singularisant, donner une définition aux mouvements fortement personnalistes après la rénovation des leaderships s'avère être une tâche difficile, du fait de l'association sémantique qui lui est intrinsèque. Définir le *fujimorisme*, comme définir le péronisme en Argentine ou le gaullisme en France, fait l'objet de plusieurs études. Cependant, un des écueils rencontrés régulièrement dans la littérature sur le sujet réside dans la présence du concept de populisme. À ce sujet, Taguieff discute la célèbre étude du terme « populisme » par Ernesto Laclau<sup>83</sup>. Comme pour le terme « pragmatisme », le mot « populisme » n'est plus utilisé de manière savante de par sa « désémantisation », au point qu'on ne puisse plus l'adosser à une définition précise. Passant par la citation de nombreux exemples d'imprécisions, Taguieff montre que le terme est l'un des moins bien définis au sein de la science politique<sup>84</sup>. Il relève même une phrase équivoque de Peter Wiles en 1969 : « à chacun sa propre définition de populisme, selon le saint académique pour lequel il prêche »<sup>85</sup>. Le réflexe de l'utilisation du concept de « populisme » est hélas présent dans de nombreux travaux académiques sur les mouvements politiques personnalistes.

C'est pour cela que nous éviterons à tout prix d'employer ce terme, et au contraire de démontrer que l'ambiguïté sur laquelle joue le *fujimorisme* n'est pas du tout subie, mais voulue et recherchée, et que cela fait partie de la définition du mouvement. En effet, une définition délimitée du *fujimorisme* serait à nos yeux un inconvénient en matière de résultats électoraux, voire tout simplement un contresens, vue l'histoire autour de la fondation de Force Populaire.

---

<sup>83</sup> Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Seuil, 2008.

<sup>84</sup> Pierre-André Taguieff, *op. cit.*

<sup>85</sup> Peter Wiles, « A syndrome, not a doctrine : some elementary theses on populism », In Ernest Gellner *et al.*, *Populism. Its meanings and national characteristics*, Weidenfeld and Nicholson, Londres, 1969, p.166.

## A) « Je suis *keikiste* » ou l'imbrication de deux dynamiques

La difficulté que nous rencontrons dans l'établissement d'une logique qui définisse le *fujimorisme* réside dans le fait que le mouvement doit en effet imbriquer deux dynamiques qui sont en réalité opposées l'une et l'autre. D'une part, le *fujimorisme* est indissociable du nom « Fujimori » et pas uniquement par son origine étymologique. Mis à part cet aspect sémantique, le *fujimorisme* est indissociable d'Alberto Fujimori parce que c'est un phénomène voulu et non pas subi. Les anciens ténors du *fujimorisme* dans les années 1990 qui sont toujours dans la vie politique active derrière Keiko Fujimori en sont la preuve flagrante. D'autre part, face aux polémiques, procès et condamnations dont les responsables *fujimoristes* ont été les principaux acteurs –le plus emblématique étant sans doute Alberto Fujimori lui-même–, Keiko Fujimori a entamé une logique d'autonomisation, voire de dédramatisation du *fujimorisme*. Il s'agit donc d'une dynamique visant à récupérer les points positifs du *fujimorisme* en minimisant les négatifs.

Il nous semble utile, avant de procéder à tout développement, de rappeler que la prise de distance vis-à-vis du noyau fondateur d'un mouvement politique, ce qui soulève bien entendu la question de l'héritage politique, ne peut pas être singularisée au cas péruvien. En effet, plusieurs exemples de dynasties en politique nous viennent à l'esprit, comme nous l'avons déjà explicité en introduction : Trudeau au Canada ; Bush ou Kennedy aux Etats-Unis ou Kirchner en Argentine. Nous avons fait attention à ne citer à ce stade que des exemples de dynasties qui ont accédé au pouvoir à plus d'une reprise avec un représentant différent de la même famille. Nous excluons donc, par exemple, la famille Le Pen en France qui n'a pas accédé à des postes au Pouvoir Exécutif, ou la famille Bordaberry en Uruguay puisqu'uniquement Juan María Bordaberry a dirigé le pays. Or, si la question de la dynastie gouvernante est un aspect clef qu'il ne faut pas négliger, nous ne devons pas non plus omettre l'importance de l'héritage politique au sein d'un mouvement, indépendamment des responsabilités auxquelles ses dirigeants ont accédé. En effet, nous nous intéressons également aux logiques mises en œuvre par les héritiers de partis qui n'ont pas réussi le pari de remporter des élections puisque ce sont des cas de changement de stratégie électorale.

Il ne faut pas oublier que ces mouvements dynastiques apparaissent rarement *ex nihilo*, et qu'au contraire ils répondent à des logiques préexistantes, voire se superposent à des clivages déjà ancrés dans les pays où ils opèrent. Nous pensons notamment au cas du *kirchnerisme* en Argentine qui, comme l'avance Fernando Chávez, n'est qu'une « reconfiguration du clivage péronisme-antipéronisme »<sup>86</sup>, lui-même personnalisé autour de la figure de Juan Domingo Perón, personnage incontournable de la politique argentine du XX<sup>ème</sup> siècle. Chávez reprend l'appréhension du clivage de Bartolini et Mair, le définissant comme étant une « division politiquement pertinente »<sup>87</sup>. À partir de ce constat, Kevin Deegan-Krause s'est intéressé aux éléments qui composent un clivage : structure, attitudes et institutions. Autrement dit, pour qu'un clivage en soit un, il faut un groupe social défini qui serve de groupe d'appartenance pour des individus, des normes et idéologies qui séparent les options politiques et finalement le fait de proposer une offre politique –des partis– qui structurent ces options dans un cadre électoral.<sup>88</sup> Chávez met donc l'accent sur le fait que les tentatives en Argentine de redéfinir le clivage politique dominant se sont heurtées à des échecs. Par exemple, la stratégie de Raul Alfonsín fut celle d'opposer les options politiques entre les partisans de la démocratie et ceux de la dictature, ce qui lui fut utile de façon ponctuelle en 1983. Or, avec la rénovation des cadres du Parti Justicialiste, ce dernier réussit le pari de se situer au cœur de l'opposition politique en Argentine et d'empêcher au mouvement d'Alfonsín d'occuper sa place en tant que défenseur du système démocratique. Chávez soutient donc l'idée selon laquelle le *kirchnerisme* ne fait que superposer deux oppositions qui restent des métaphores faisant écho au clivage entre péronisme et antipéronisme : marché et État, gouvernement appliquant les politiques économiques de Carlos Menem et la redistribution du XXI<sup>ème</sup> siècle<sup>89</sup>.

Il s'agit d'une analyse qui nous a paru intéressante même si, contrairement à l'Argentine, le Pérou n'a pas présenté de clivage politique aussi clair précédant l'avènement du *fujimorisme*. Dans nos recherches, nous avons croisé le travail de

---

<sup>86</sup> Fernando Daniel Chávez Solca, *op. cit.*

<sup>87</sup> Stefano Bartolini *et al.*, *Identity, competition, and electoral availability : the stabilization of European electorates 1885-1985*, Cambridge University Press, 1990, p.10.

<sup>88</sup> Kevin Deegan-Krause, « New dimensions of political cleavage », In Russel Dalton *et al.*, *Oxford handbook of political behavior*, Oxford University Press, 2008, pp. 538-556.

<sup>89</sup> Fernando Daniel Chávez Solca, *op. cit.*

Menno Vellinga sur la démocratie et les clivages politiques en Amérique latine<sup>90</sup>. Vellinga y aborde, entre autres, le rôle joué par l'APRA dans la politique péruvienne, notamment dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Victor Raul Haya de la Torre a fondé l'APRA le 7 mai 1924 à Mexico, en concordance avec sa vocation indo-américaine et, comme l'indique le deuxième point fondateur du mouvement, « pour l'unité politique de l'Amérique latine »<sup>91</sup>. Le Parti Apriste Péruvien (PAP), la section péruvienne du mouvement et la seule à avoir été fondée, ne voit le jour que le 20 septembre 1930, à Lima. Depuis, l'APRA a été déclarée illégale à cinq reprises, et son fondateur obligé à s'exiler d'abord à l'ambassade colombienne au Pérou, puis en Colombie et à Paris. L'APRA a sans aucun doute dominé la scène politique péruvienne du XX<sup>ème</sup> siècle, et bien que plusieurs Présidents aient réussi à remporter les élections avec le soutien (clandestin) de celui-ci, Haya de la Torre lui-même n'est jamais devenu Président de la République. C'était sa vocation révolutionnaire qui a poussé plusieurs gouvernants péruviens, notamment ceux ayant accédé au pouvoir par un coup d'État, à interdire le parti de Haya de la Torre.

En 1985, l'APRA a finalement remporté une élection présidentielle sous la direction d'Alan García, dauphin du fondateur décédé en 1979. Dans un contexte de recrudescence de la violence des guérillas maoïstes du Sentier Lumineux et du Mouvement Révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA), et ayant appliqué une politique économique hétérodoxe au regard notamment du remboursement de la dette extérieure, le gouvernement de García est considéré comme l'un des plus catastrophiques de l'histoire contemporaine péruvienne, ayant atteint un taux d'inflation annuel de 3398,6% en 1989<sup>92</sup>. Malgré ces facteurs et l'impopularité du gouvernement de García, les sondages pour l'élection présidentielle de 1990 placent Luis Alva Castro, ancien député, Ministre de l'Économie et Premier Ministre de l'APRA largement en tête face à Mario Vargas Llosa, du FREDEMO<sup>93</sup>. Dieter

---

<sup>90</sup> Menno Vellinga (coord.), *Democracia y Política en América Latina*, Siglo Veintiuno Editores, 1993.

<sup>91</sup> Site officiel du Parti Apriste Péruvien. Disponible sur : < <http://apra.com.pe/historia.html> > (consulté le 18 août 2017).

<sup>92</sup> John Crabtree, *Alan García en el poder : Perú 1985-1990*, Éditions Peisa, Lima, 2005, p.208.

<sup>93</sup> Le Front Démocratique (FREDEMO) était une alliance politique fondée en 1988 en vue des élections municipales de 1989 et des élections générales de 1990. Il était formé par ces trois partis : Action Populaire, le Parti Populaire Chrétien et le Mouvement Liberté.

Nohlen nous explique qu'à la surprise générale, soutenu notamment par des secteurs de la gauche anti-apriste, c'est Alberto Fujimori qui parvint à décrocher une place au second tour<sup>94</sup>. Par la suite, c'est avec le soutien de l'APRA que Fujimori est élu face à Vargas Llosa. En effet, le second tour opposait un candidat investi par une coalition de ce que Tanaka appelle les « partis liméniens », contrairement à Fujimori qui, lui, venait de fonder un parti jusqu'alors inconnu. L'hostilité vis-à-vis de ces partis a été un facteur déterminant pour la victoire de celui qui se faisait surnommer « *El Chino* »<sup>95</sup> dans ses meetings.

Ce qui nous paraît donc intéressant pour notre analyse, c'est cette méfiance à l'égard des partis traditionnels en 1990 qui a permis que Fujimori soit élu Président de la République. La clef sous laquelle devaient être lues les élections jusqu'en 1990 était la position prise par l'APRA et son soutien aux classes populaires. Or, la victoire de Fujimori et son action gouvernementale qui passe par la diabolisation des partis politiques –l'APRA incluse–, déclenche une toute autre dynamique. Comme l'avance Tanaka, Fujimori s'est positionné, notamment après 1992, comme un leader charismatique à haut caractère personnaliste. Face aux partis « liméniens », il voulait devenir l'offre politique capable de monopoliser les demandes populaires. Pour Adriana Urrutia, le pari est réussi : elle affirme que depuis les années 1990 et jusqu'à maintenant, l'offre *fujimoriste* est celle qui arrive à « capitaliser les besoins des secteurs les plus défavorisés et de la classe moyenne »<sup>96</sup>. La superposition du *fujimorisme* sur l'espace autrefois occupé par l'APRA fait de ce mouvement politique une clef de compréhension des élections nationales péruviennes. Ceci se confirme quand on compare les bastions de l'APRA jusqu'à l'élection d'Alan García en 2006 et ceux du *fujimorisme* depuis (ANNEXE II). Force est de constater que les régions du nord –Tumbes, Piura, Lambayeque et La Libertad–, fortement ancrées aux côtés de l'APRA en 2001 et 2006, ont massivement voté pour Keiko Fujimori en 2011 et 2016, alors que pour cette dernière échéance électorale, Alan García était également candidat. De ce fait, nous pouvons affirmer que le *fujimorisme* a repris la place autrefois occupée par l'APRA sur l'échiquier politique péruvien, faisant de celui-ci

---

<sup>94</sup> Dieter Nohlen, *Elections in the Americas : A data handbook*, Vol. 2, 2005, p.454.

<sup>95</sup> « Le Chinois », en espagnol.

<sup>96</sup> Entretien réalisé par nos soins à Adriana Urrutia, à Lima, le 5 avril 2017.

non seulement un acteur incontournable, mais également une clef d'analyse indispensable pour comprendre les logiques électorales au Pérou.

Cependant, contrairement à l'APRA qui s'est fondé dans la foulée des mouvements socialistes latino-américains, avec des principes déclarés et des directions idéologiques identifiées et définies, le *fujimorisme* a joué sur le flou de ses contours pour se faire une place dans le jeu politique péruvien, notamment avec la fondation de Force Populaire. La question de ce que représente réellement le *fujimorisme* se pose dès lors que l'on fait une distinction entre deux *fujimorismes* : le *keikisme* et l'*albertisme*. En effet, comme nous l'avons indiqué en introduction, Vladimiro Huároc nous dit qu'il était « *keikiste* »<sup>97</sup>, notamment pour marquer son refus d'être qualifié de *fujimoriste* : « *No, yo no soy fujimorista, porque siempre me opuse a las prácticas del gobierno de Fujimori, pero Keiko no es su padre. Ella me planteó un proyecto de desarrollo para el país en colaboración con las regiones que nadie más propone. Compartimos la misma visión de desarrollo.* »<sup>98</sup>. Cette idée renvoie à la notion de pragmatisme que nous avons avancée auparavant. En vue d'une alliance électorale susceptible de remporter l'élection présidentielle, Huároc a limité son soutien et sa participation au programme de gouvernement présenté par Keiko Fujimori, et non pas à sa propre sensibilité vis-à-vis de l'héritage *fujimoriste*.

Cet exemple parmi d'autres n'est que le reflet de l'ambiguïté sur laquelle joue le *fujimorisme* autour de ses propres contours pour capter un maximum de votants sans pour autant perdre la fidélité des autres. Ce va-et-vient entre héritage et autonomie est ce qui définit le *fujimorisme* : une stratégie de dédramatisation tout en gardant des aspects qui lui sont associés. D'une part, nous ne pouvons pas nier la forte identité partisane, symbole d'un héritage politique du *fujimorisme* qui demeure chez Keiko Fujimori. Le fait de qualifier le mouvement de « sentiment »<sup>99</sup> en est la preuve parfaite. En matière partisane, Adriana Urrutia affirme que Force Populaire est « le seul véritable parti au Pérou, avec une structure centrale, des comités établis partout

---

<sup>97</sup> Entretien réalisé par nos soins à Vladimiro Huároc, à Lima, le 7 avril 2017.

<sup>98</sup> *Idem.*, traduction faite par nos soins : « Non, moi je ne suis pas *fujimoriste*, parce que je me suis toujours opposé aux pratiques du gouvernement d' [Alberto] Fujimori, mais Keiko n'est pas son père. Elle m'a montré un projet de développement pour le pays en collaboration avec les régions que personne d'autre ne propose. Nous partageons la même vision du développement. »

<sup>99</sup> Entretien réalisé par nos soins à Vladimiro Huároc, à Lima, le 7 avril 2017.



dans le pays, et des cadres partisans »<sup>100</sup>, ce qui vient donc remettre en question le « système de candidatures individuelles »<sup>101</sup> avancé par Steven Levitsky. En effet, même si Keiko Fujimori a été jusqu'à présent la seule candidate officielle du parti à l'élection présidentielle, le parti lui-même s'est structuré également au niveau local, en établissant des alliances avec des mouvements régionaux comme nous l'avons bien vu. En outre, le parti a hérité d'un réseau partisan et d'un personnel politique qui y est toujours présent : Jaime Yoshiyama, Santiago Fujimori ou Luz Salgado en sont des exemples : ces anciens responsables politiques sous le régime d'Alberto Fujimori ont présenté par la suite leur candidature sous le leadership de Keiko Fujimori. Par ailleurs, cette dernière l'assume lorsqu'elle déclare en 2017 que « Force Populaire a sept ans, mais le *fujimorisme* en a 27 »<sup>102</sup>. L'appropriation de l'héritage du *fujimorisme* n'est donc pas subie, mais fait partie intégralement de la structure *fujimoriste* et du noyau fondateur de Force Populaire. Comme le dit Xavier Barrón, « il n'y a pas de *fujimorisme* sans Fujimori »<sup>103</sup>.

Toutefois, Keiko Fujimori a tout de même cherché à marquer une distance considérable vis-à-vis de son père et son héritage. La phrase « La candidate, c'est moi ! Pas mon père ! »<sup>104</sup> en est l'illustration parfaite. En effet, à cause des polémiques autour du gouvernement d'Alberto Fujimori, sa fille a pris du recul pour renouveler l'image du *fujimorisme*. Pari relativement réussi quand on analyse la progression en termes de voix depuis la création du parti en 2010 et ses exploits électoraux : certes, Keiko Fujimori a perdu de justesse l'élection présidentielle à deux reprises, mais le parti a obtenu de très bons résultats à d'autres niveaux. À ce jour, en plus de la majorité absolue dont il dispose au Parlement, le parti détient trois Présidences régionales et quatre Mairies provinciales. Il est important que nous rappelions que traditionnellement les postes d'élu de la province péruvienne sont remportés par des mouvements régionaux et pas forcément par des partis nationaux.

---

<sup>100</sup> Entretien réalisé par nos soins à Adriana Urrutia, à Lima, le 5 avril 2017.

<sup>101</sup> Entretien avec Steven Levitsky, à Harvard, le 16 novembre 2010.

<sup>102</sup> « Fuerza Popular : su evolución a través de los años [Análisis] », In *El Comercio*, 10 mars 2017. Disponible sur : < <http://elcomercio.pe/politica/partidos/fuerza-popular-evolucion-traves-anos-analisis-143985> > (consulté le 14 août 2017).

<sup>103</sup> Entretien réalisé par nos soins à Xavier Barrón, le 7 août 2017.

<sup>104</sup> « Keiko Fujimori respondió a PPK : 'La candidata soy yo, no mi padre' », In *Perú 21*, 13 mai 2016. Disponible sur : < <https://peru21.pe/politica/keiko-fujimori-respundio-ppk-candidata-mi-padre-217986> > (consulté le 15 août 2017).

Ceci fait de Force Populaire le parti ayant le plus de Présidences régionales de tout le pays.

Dans cette même logique de prise de distance et d'autonomisation du parti vis-à-vis de l'héritage des aspects négatifs du *fujimorisme*, Keiko Fujimori a écarté des figures emblématiques des années 1990, notamment Martha Chávez, ancienne Présidente du Parlement et candidate à la présidence en 2006, María Luisa Cuculiza, ancienne Ministre des Droits des Femmes, et Alejandro Aguinaga, ancien Ministre de la Santé. Il s'agit d'un moment phare dans la formation des listes électorales de Force Populaire pour l'élection législative de 2016. Alors incarcéré, Alberto Fujimori avait demandé à ce que des parlementaires « historiques » soient inclus dans les listes électorales. Or, Keiko Fujimori, alors candidate à la Présidence de la République, voulait mettre en avant son « engagement avec le futur du pays » tout en affirmant qu'il « ne s'agissait pas d'une rupture »<sup>105</sup>. Il s'agit donc bien d'une image de « futur » que la candidate a mis en relief face à celle du passé incarnée par l'héritage de son père et fondateur du mouvement *fujimoriste*, d'où le « pragmatisme » qui est mis en avant dans la définition du *fujimorisme* de Keiko Fujimori. Nous avons donc affaire à un jeu de priorités propre aux cadres dirigeants de Force Populaire. Tout comme la banalisation de la présence du *fujimorisme* dans la vie politique résulte de la routinisation de ses pratiques dès lors que les institutions démocratiques sont respectées, l'héritage *fujimoriste* est souligné dès lors qu'il ne s'oppose pas aux principes de la démocratie libérale : transparence des élections, compétitivité électorale, séparation des pouvoirs, primauté du droit, droits et libertés civils<sup>106</sup>. Autrement dit, tant que des sujets autres que les gages démocratiques sont abordés, les dirigeants *fujimoristes* n'ont pas hésité à mettre en avant l'importance capitale de l'héritage –notamment en matière gouvernementale– d'Alberto Fujimori. Or, s'il est question du volet démocratique et, par extension, du respect des Droits de l'Homme dont il est question, des cautions sont avancées sous la forme de prise de distance vis-à-vis des de l'héritage du régime. Le *fujimorisme* s'inscrit donc encore une fois dans une logique de clivage opposant pratiques légitimes et pratiques illégitimes.

---

<sup>105</sup> « Keiko Fujimori anuncia que Chávez, Aguinaga y Cuculiza no van a la reelección | VIDEO », In *La República*, 29 décembre 2015. Disponible sur : < <http://larepublica.pe/politica/729636-keiko-fujimori-anuncia-que-chavez-aguinaga-y-cuculiza-no-iran-en-su-lista> > (consulté le 17 août 2017).

<sup>106</sup> Serge Berstein (dir.), *La démocratie libérale*, PUF, 1999.

Remarquons toutefois qu'une exception échappe à cette tendance : le volet sécuritaire. En effet, du fait de la diminution de la violence des guérillas dans les années 1990 et grâce notamment à la capture du leader du Sentier Lumineux Abimael Guzmán en 1992, le *fujimorisme* est toujours associé à la sécurité et à la lutte efficace contre les violences.

## **B) La question sécuritaire : colonne vertébrale du mouvement**

D'après les estimations de la Commission de Vérité et Réconciliation (CVR) convoquée après la chute de Fujimori, les violences perpétrées par le Sentier Lumineux, les agents de l'État et d'autres acteurs (MRTA, groupes paramilitaires, entre autres), furent à l'origine de la mort de 69 280 personnes entre 1980 et 2000, la plupart d'entre elles dans la première moitié de cette période de temps<sup>107</sup>. L'année charnière en ce qui concerne cette période de violences systématiques est bien 1992, année marquée par l'attentat de Tarata<sup>108</sup> et par la capture du fondateur et leader du Sentier Lumineux, Abimael Guzmán. Après le coup d'État du 5 avril, le gouvernement pouvait prendre des mesures sans l'approbation du Parlement, ce qui lui permit d'entamer une politique plus agressive en matière de lutte antiterroriste, en restreignant notamment des libertés individuelles : couvre-feux, restriction de circulation, contrôles policiers aléatoires. Ceci a marqué la période du gouvernement de Fujimori, en lui associant désormais l'image d'un leader fort et déterminé. Il s'agit d'un tournant important et d'un élément-clef dans notre analyse puisque le caractère autoritaire du régime de Fujimori ne sera pas, dans ce cas-ci, un aspect négatif à éviter mais, au contraire, un avantage comparatif vis-à-vis des autres partis, notamment de l'APRA qui précède le gouvernement au *fujimorisme* entre 1985 et 1990.

Il nous paraît important de prendre le temps de traiter le sujet de la politique de lutte contre le terrorisme, traité dans les médias péruviens et par les responsables *fujimoristes* comme le plus grand accomplissement du gouvernement d'Alberto Fujimori. En effet, étant établi par la CVR que la période des violences s'est déroulée

---

<sup>107</sup> Rapport final de la Commission de Vérité et Réconciliation du Pérou. Disponible sur : < <http://www.cverdad.org.pe/ifinal/> > (consulté le 18 août 2017).

<sup>108</sup> Le 16 juillet 1992, entre 21h15 et 21h20, le Sentier Lumineux a fait exploser deux voitures piégées dans le deuxième bloc de la rue Tarata, à Miraflores, en plein cœur de Lima.

entre 1980 et 2000, nous pouvons conclure que c'est dans la foulée de la fin du gouvernement de Fujimori que les groupes terroristes ont été anéantis, ou du moins leur rayonnement a été réduit ostensiblement. Ces faits ont été récupérés par Keiko Fujimori et son équipe de campagne : un de ses slogans en 2016 était « *Construyendo seguridad* »<sup>109</sup>. La réputation de main de fer cultivée par le *fujimorisme* a permis à ses représentants de pouvoir se réappropriier ouvertement le caractère autoritaire du gouvernement d'Alberto Fujimori pour présenter leurs mesures de lutte contre la délinquance. Il y a donc eu un déplacement de l'onglet « terrorisme » vers celui de la « délinquance », tout en s'inscrivant dans le même volet sécuritaire. Dans ce sens, Keiko Fujimori n'a pas hésité à s'entourer des figures emblématiques de la lutte antiterroriste du gouvernement de son père, notamment les généraux Marco Miyashiro, de l'ancien Groupe Spécial d'Intelligence Nationale (GEIN), et Octavio Salazar, de la Police Nationale. En 1992, Miyashiro était à la tête du GEIN qui avait organisé la capture d'Abimael Guzmán –un moment que Miyashiro qualifie comme étant « le début de la pacification du pays »<sup>110</sup>. En 2016, Miyashiro et Salazar furent élus Congressistes sur les listes de Force Populaire et travaillèrent de très près avec Fujimori dans le volet sécuritaire du programme de gouvernement de son programme.

Nous introduisons ainsi un élément important à notre analyse sur le travail mémoriel autour du *fujimorisme*. En effet, la revendication du caractère autoritaire du gouvernement d'Alberto Fujimori est mise en avant afin de l'articuler à des thématiques contemporaines. De ce fait, la mémoire de la lutte antiterroriste est présentée comme garantie d'une politique efficace contre la délinquance. De façon plus explicite, les responsables de la lutte antiterroriste sont présentés comme des cautions d'efficacité en ce qui concerne la lutte contre la délinquance. Le parti peut ainsi se légitimer dans le jeu politique puisque son existence y est justifiée par l'expérience qu'il présente dans ce domaine. Il s'agit également d'une réappropriation de l'héritage *fujimoriste* auquel les responsables de Force Populaire ne souhaitent pas renoncer, étant un des aspects fondateurs du mouvement. Nous nous sommes permis de faire une analyse de certains meetings emblématiques de Keiko Fujimori pendant la campagne présidentielle de 2016. Nos observations nous ont permis de découvrir

---

<sup>109</sup> « Nous construisons de la sécurité », en espagnol.

<sup>110</sup> Affirmation récupérée de la photo de couverture du compte Twitter de Marco Miyashiro. Disponible sur : < <https://twitter.com/miyashiromarco?lang=fr> > (consulté le 18 août 2017).

qu'au sujet de la sécurité, Keiko Fujimori se réfère au gouvernement de son père comme étant « notre gouvernement », en mettant en avant son rôle de Première dame –statut pourtant sans aucune importance dans la politique de lutte antiterroriste. La revendication de l'héritage est donc un élément vivant de sa campagne, et par conséquent son opposition par rapport aux autres candidatures devient un facteur clivant qui structure la division politique en période électorale. Jason Brownlee identifie deux éléments nécessaires pour la pérennité de la validité de cet héritage : la présence d'un héritier adulte éligible représentant le charisme du leader-fondateur, et son acceptation par les leaders intermédiaires comme étant une opportunité pour consolider la continuité du mouvement<sup>111</sup>. Ainsi, Force Populaire récupère le nom Fujimori pour pouvoir associer le parti à l'efficacité en matière de lutte contre les violences, qu'elles soient terroristes ou criminelles.

Ce travail mémoriel est aussi un élément à prendre en compte du côté de l'électorat puisque dans les sondages d'opinion précédant l'élection présidentielle de 2011 et de 2016, nous pouvons observer que le parti considéré comme ayant la plus efficace politique contre la délinquance est bien Force Populaire, qui a par ailleurs accordé un chapitre à part entière à la sécurité dans son programme de gouvernement<sup>112</sup>. À ce propos, le volet « Sécurité » commence ainsi : « *Fuerza Popular entiende, por experiencia propia de gobierno, la importancia de que el Estado controle el orden y la seguridad en el país, y el riesgo que significa que grupos delincuenciales pretendan imponer su propio orden a partir de la violencia. La experiencia con el terrorismo ha dejado huellas y traumas en los peruanos, y la lucha que nos tocó liderar acompañados y apoyados por las fuerzas del orden, las comunidades campesinas y la sociedad civil organizada, nos han dejado enseñanzas* »<sup>113</sup>. Il n'y a donc aucun doute que l'image que le propre *fujimorisme* s'adjuge en

---

<sup>111</sup> Jason Brownlee, « Hereditary succession in modern autocracies », In *World Politics*, Vol. 59, N° 4, 2007, pp. 595-628.

<sup>112</sup> Site officiel de Force Populaire, rubrique *Plan Perú*, volet *Seguridad Ciudadana*. Disponible sur : < <http://keikofujimori.pe/index.php/seguridad-ciudadana> > (consulté le 18 août 2017).

<sup>113</sup> Traduction faite par nos soins : « Force Populaire comprend, par sa propre expérience au gouvernement, l'importance du fait que l'État contrôle l'ordre et la sécurité dans le pays, et le risque que suppose que groupes criminels prétendent imposer leur propre ordre à partir de la violence. L'expérience avec le terrorisme a laissé des traces et des traumas chez les Péruviens, et la lutte que nous devons diriger, accompagnés et soutenus par les forces de

matière de lutte antiterroriste fait l'objet d'un déplacement vers le sujet de lutte contre la délinquance. L'association du parti, de ses dirigeants et de ses propositions avec l'héritage des années 1990 est indéniable : « expérience propre de gouvernement », « expérience avec le terrorisme », « la lutte que nous devons diriger [...] nous ont laissé des enseignements » sont des exemples sans équivoque.

Le *fujimorisme*, et plus précisément le nom « Fujimori », reste donc la référence en matière de sécurité intérieure, et sa présence dans le jeu politique péruvien, légitimée par l'électorat. Cet élément vient nourrir l'idée selon laquelle le nom de Fujimori est en soi le véritable élément clivant, le véritable clivage. Melissa Navarro avance qu'il est nécessaire de générer une identité et une « mystique » pour assurer la survie d'un mouvement personnaliste<sup>114</sup>. Le *fujimorisme* suit cette logique, en créant cette « mystique » autour de l'image de main de fer d'Alberto Fujimori et, par extension, de sa fille Keiko. Pour Stephen Hanson, un parti personnaliste doit d'abord chercher un discours commun pour concentrer et construire une cohésion au sein de son organisation afin de permettre la survie de la « marque » politique<sup>115</sup>. Même si son analyse se base sur les cas de la Troisième République française, de la République de Weimar et de la Russie post-soviétique, le rapport qu'il établit entre permanence dans le temps d'une « marque » politique, personnalisation et cohésion autour d'un discours commun n'en est pas moins pertinent pour notre cas d'étude.

L'appréhension du volet sécuritaire comme pierre angulaire, voire élément fondateur de Force Populaire en tant qu'extension de l'héritage *fujimoriste* répond donc au processus de construction du parti politique. Entre 2001 et 2006, fragilisé par les scandales de corruption, le *fujimorisme* tente de trouver son équilibre parmi les leaders intermédiaires en désignant comme candidats Carlos Boloña et Martha Chávez. Sans personne capable de capitaliser le vote pour les élections générales, le *fujimorisme* paraît alors destiné à disparaître. Or, la présence de Keiko Fujimori –et notamment donc de l'héritage familial–, a permis encore une fois au *fujimorisme* de

---

l'ordre, les communautés paysannes et la société civile organisée, nous ont laissé des enseignements ».

<sup>114</sup> Melissa Navarro, *op. cit.*

<sup>115</sup> Stephen Hanson, *Post-imperial democracies : Ideology and party formation in Third Republic France, Weimar Germany, and post-soviet Russia*, Cambridge University Press, New York, 2010.

monopoliser les votes en sa faveur autour de thématiques comme la sécurité, introduites dans le débat public principalement par ses dirigeants. Il s'agit de la formation de la « mystique » que nous avons repris à Melissa Navarro, qui permet au *fujimorisme* de rester un acteur incontournable du jeu politique et de rester une référence en matière sécuritaire puisqu'aucun autre parti n'axe son programme électoral sur ce volet. Le *fujimorisme* a donc le monopole d'une question à haut caractère clivant du fait des mesures prises par Alberto Fujimori que nous avons indiquées auparavant.

Il est toutefois difficile, voire impossible, d'estimer la portée de cette « mystique ». Elle paraît en effet contribuer à la légitimation de la présence du *fujimorisme* dans le jeu politique péruvien et à sa définition à partir d'un volet précis. Nous verrons que malgré cette définition autour du sujet sécuritaire, le *fujimorisme* reste (in)défini par des contours flous. Ceci nous a mené à nous interroger sur la dimension « attrape-tout » de Force Populaire.

### C) Un parti « attrape-tout » ?

Avant d'entamer une analyse autour du caractère « attrape-tout » de Force Populaire, il est important que nous adossions une définition précise à ce terme utilisé de manière de plus en plus fréquente dans les analyses en science politique. Alan Ware définit le parti « attrape-tout » comme étant un type de parti qui « cherche à capter des votants ayant des points de vue et idéologies divers, contrairement aux autres partis qui défendent une idéologie déterminée et qui cherchent des votants qui adhèrent à cette idéologie »<sup>116</sup>. Le concept a été introduit pour la première fois par Otto Kirchheimer<sup>117</sup> et Angelo Panebianco<sup>118</sup>. Comme l'avance le professeur Frédéric Sawicki, le parti « attrape-tout » ou « parti d'électeurs »<sup>119</sup> serait un parti politique caractérisé par « la quasi absence de faction, la faiblesse de sa bureaucratie, la

---

<sup>116</sup> Alan Ware, *op. cit.*

<sup>117</sup> Otto Kirchheimer, « The Transformation of the Western European Party Systems », In Joseph La Palombara *et al.*, *Political parties and political development*, Princeton University Press, 1966, pp. 177-200.

<sup>118</sup> Angelo Panebianco, *Political Parties. Organization and Power*, Cambridge University Press, 1988.

<sup>119</sup> Jean Charlot, *Les partis politiques*, coll. Dossiers, Armand Colin, Paris, 1971.

centralisation du pouvoir dans les mains du leader et de son entourage immédiat, le modèle du ‘parti charismatique’ »<sup>120</sup>. Dans ce sens, Force Populaire récupère certains aspects clés du parti « attrape-tout », sans pour autant correspondre à toutes ses caractéristiques.

Il est vrai que si nous nous basons sur les idées avancées par Sawicki, nous pourrions alors être tentés de coller l’étiquette de parti « attrape-tout » à Force Populaire. En effet, le parti s’inscrit dans la mouvance du *fujimorisme*, étymologiquement centralisée autour d’un leader fondateur, puis d’une héritière qui n’est pas remise en question. De ce fait, il correspond également au portrait du « parti charismatique », un des caractéristiques du parti « attrape-tout ». À ceci vient s’ajouter la « quasi absence de faction » avancée par Sawicki. Si l’on fait une étude synthétique des votes au Parlement du groupe parlementaire de Force Populaire, nous remarquons très vite une très forte discipline de vote : sur les 71 parlementaires élus sous l’étiquette de Force Populaire en 2016, 70 ont voté ensemble plus de 95% des fois, notamment pour ce qui concernait des votes emblématiques comme le projet de loi qui permettait au gouvernement Kuczynski de gouverner par ordonnance pendant les premiers mois de son quinquennat<sup>121</sup>. Ceci est toutefois à prendre avec du recul puisque des positions divergentes existent, notamment au niveau rhétorique. En guise d’exemple, nous avons décidé de prendre le cas de la proposition de loi visant à créer un contrat dit d’ « Union Civile » pour les couples de même sexe au Pérou en 2014. Ce projet a été débattu au sein de la Commission de Justice du Congrès péruvien, où siégeaient, entre autres, des parlementaires *fujimoristes*<sup>122</sup>. Il nous a paru important de noter que lors des débats autour de cette thématique, des législateurs *fujimoristes* s’étaient prononcés en faveur de la proposition de loi. Or, au niveau institutionnel national, la position du parti n’a exprimé officiellement que son opposition farouche au principe de la reconnaissance des couples du même sexe. C’est ce qui a été affirmé par Keiko Fujimori en 2016, lors de la signature d’un document où elle s’engageait à suivre des principes alignés à ceux de la *Coordinadora Cívica Pro Valores*, une

---

<sup>120</sup> Frédéric Sawicki, « La science politique et l’étude des partis politiques », In *Cahiers Français*, N° 276, 1996, pp. 51-59.

<sup>121</sup> Site institutionnel du Congrès de la République. Disponible sur : < [http://www.congreso.gob.pe/Congresistas/?=undefined&m1\\_idP=5](http://www.congreso.gob.pe/Congresistas/?=undefined&m1_idP=5) > (consulté le 18 août 2017).

<sup>122</sup> Rappelons que lors de la législature 2011-2016, Force Populaire ne disposait pas de la majorité absolue au Parlement, contrairement à la législature 2016-2021.



fondation créée par des groupes évangéliques au Pérou et virulemment opposée à la reconnaissance juridique de ces couples<sup>123</sup>. Lors de cette réunion publique, elle s'est exprimée de la façon suivante : « *Asumir plenamente la defensa de la familia conformada por un varón y una mujer, rechazando la unión civil conformada por personas del mismo sexo, y en consecuencia el matrimonio homosexual. Rechazar la adopción de niños por personas del mismo sexo* »<sup>124</sup>. Or, cette prise de position vient contredire celle que la candidate avait adoptée en 2015, lors d'une conférence à l'Université de Harvard : elle déclarait alors qu'elle était « pour l'union civile en tant que respect des droits patrimoniaux des couples », ce qui lui valut des frondes au sein de son groupe parlementaire de l'époque, notamment celle du pasteur évangélique et parlementaire Julio Rosas<sup>125</sup>. L'ambiguïté sur laquelle le *fujimorisme* joue afin d'arriver à un grand électorat s'épaissit donc davantage, ce qui s'inscrit parfaitement dans la logique d'un parti « attrape-tout ».

Cette appréhension des principes structurants de division politique se base sur l'idée que le parti dont il est question ne se définit pas complètement par rapport à une thématique ; ce n'est pas du tout le cas de Force Populaire, qui s'est positionné en tant que formation politique en fonction des sujets et des conjonctures. C'est pour cette raison que Rosas a abandonné le groupe parlementaire *fujimoriste* : dès lors que le parti continuait à défendre des postulats conservateurs en matière sociale et morale, celui-ci s'inscrivait dans la ligné de pensée du parlementaire. Or, ce sont les déclarations de Keiko Fujimori à Harvard qui ont changé la donne et l'ont poussé à abandonner le groupe parlementaire. L'importance capitale de la position adoptée par la leader du parti est donc irréfutable. Comme l'indique Alan Ware, les partis « attrape-tout » répondent à un établissement de priorités qui n'est pas le même chez les autres partis. En effet, contrairement au parti traditionnel qui établit des principes

---

<sup>123</sup> « Keiko Fujimori : todos sus dichos sobre la unión civil », In *El Comercio*, 3 mai 2016. Disponible sur : < <http://elcomercio.pe/politica/elecciones/keiko-fujimori-dichos-union-civil-395536> > (consulté le 19 août 2017).

<sup>124</sup> Traduction faite par nos soins : « Assumer pleinement la défense de la famille formée par un homme et une femme, en s'opposant à l'union civile formée par des personnes du même sexe, et par conséquent au mariage homosexuel. S'opposer à l'adoption d'enfants par des personnes du même sexe ».

<sup>125</sup> « Julio Rosas renuncia a Fuerza Popular por declaraciones de Keiko Fujimori », In *La República*, 1<sup>er</sup> octobre 2015. Disponible sur : < <http://larepublica.pe/politica/707382-julio-rosas-renuncia-bancada-fujimorista-tras-declaraciones-de-keiko-fujimori> > (consulté le 19 août 2017).

idéologiques définissant par la suite son essence et son action au niveau gouvernemental et législatif, un parti « attrape-tout » se définit soit par son action gouvernementale et législative, soit par les postulats mis en avant par le leader du parti, qui ne sont bien entendu pas remis en question. Ce n'est que plus tard que le parti peut adopter une identité à caractère plus idéologique<sup>126</sup>. À ce sujet, Michel Offerlé a proposé une matrice analytique que nous considérons sans doute plus adaptée à la complexité des corps partisans en s'appuyant sur une relecture de Max Weber<sup>127</sup> et sur la théorie bourdieusienne des champs<sup>128</sup>. Dans cette optique, un parti ne doit pas être uniquement compris comme une « entreprise politique tournée vers la conquête des positions de pouvoir » mais également comme un espace de concurrence entre des agents qui cherchent le contrôle des ressources collectives de la structure partisane : définition légitime du parti, droit de porte-parole, contrôle des investitures<sup>129</sup>.

Cependant, selon qu'on choisit de s'intéresser davantage aux rapports de pouvoir internes, à l'héritage partisan ou à la place occupée par les électeurs ou par les adhérents, on ne peut qu'aboutir à des appréhensions opposées du parti « attrape-tout », voire en contradiction totale. D'un point de vue méthodologique, il ne nous paraît pas très intéressant d'avoir pour seule finalité l'établissement d'une typologie en réduisant l'explication d'un parti à une seule dimension. C'est pour cela que la science politique a souvent mal rendu compte des vrais fonctionnements et évolutions des partis au-delà des sigles. Dans ce sens, le parti « attrape-tout » n'est autre qu'une structure partisane qui rassemble un personnel politique autour d'une figure emblématique, d'une « mystique » comme le dit Navarro. L'incontestabilité du leadership est donc un facteur inéluctable dans l'appréhension du parti « attrape-tout » puisque la voix du leader charismatique est celle qui définit la lignée suivie par le mouvement dans son ensemble, et ce malgré des rhétoriques parfois discordantes. Encore une fois, le flou des contours idéologiques d'un parti fait de celui-ci un parti « attrape-tout », ce qui lui permet de jouer sur l'ambiguïté et de capter un plus grand électorat.

---

<sup>126</sup> Alan Ware, *op. cit.*

<sup>127</sup> Max Weber, *Le savant et le politique*, Plon, Paris, 1959.

<sup>128</sup> Pierre Bourdieu et al., *Réponses : pour une anthropologie réflexive*, Seuil, Paris, 1992.

<sup>129</sup> Michel Offerlé, *Les partis politiques*, PUF, Paris, 1987.

Un exemple nous paraît indispensable à mentionner à ce stade : celui de Kenji Fujimori, benjamin de l'ancien Président, frère de Keiko Fujimori et parlementaire depuis 2011. Ce qu'Adriana Urrutia appelle le « phénomène Kenji »<sup>130</sup> n'a à ce jour toujours pas fait l'objet d'une étude approfondie, sans doute du fait de sa nouveauté. Depuis l'entre-deux-tours de 2016, Kenji Fujimori a progressivement pris des positions divergentes au sein du parti fondé par sa sœur. Une des premières remarques formulées par le parlementaire est celle de se porter lui-même candidat en 2021 si sa sœur échouait à remporter l'élection face à Pedro Pablo Kuczynski<sup>131</sup> : quelques jours auparavant, Keiko Fujimori, alors candidate, avait affirmé qu'« il n'y aura[it] pas de candidat Fujimori en 2021 ». Kenji Fujimori avait alors avancé l'importance de l'« alternance » au sein de Force Populaire. Par la suite, le parlementaire s'est détaché de plusieurs positions officielles du parti *fujimoriste* : il s'est déclaré favorable à l'adoption de l'union civile pour les couples de même sexe<sup>132</sup> et au respect de la décision du Tribunal Constitutionnel prononcée contre une loi votée par le groupe parlementaire *fujimoriste*<sup>133</sup>, et s'est lui-même proposé en tant que médiateur entre le Gouvernement et les syndicats des professeurs<sup>134</sup>. Si nous nous attardons sur le premier exemple, il est important de rappeler que lors des débats autour de l'union civile en 2014, Kenji Fujimori avait participé à une campagne publicitaire appelée « Couples Imaginaires » : on y montrait des couples du même sexe formés *ad hoc* par des personnalités du monde politique, artistique et sportif péruvien avec pour but de

---

<sup>130</sup> Entretien réalisé par nos soins à Adriana Urrutia, à Lima, le 5 avril 2017.

<sup>131</sup> « Kenji Fujimori aclara a Keiko y dice que él sí podría postular a la presidencia en 2021 », In *Perú 21*, 25 avril 2016. Disponible sur : < <https://peru21.pe/politica/kenji-fujimori-aclara-keiko-dice-postular-presidencia-2021-216332> > (consulté le 19 août 2017).

<sup>132</sup> « Kenji Fujimori se mostró a favor de la unión civil homosexual », In *El Comercio*, 23 janvier 2011. Disponible sur : <http://archivo.elcomercio.pe/politica/gobierno/kenji-fujimori-se-mostro-favor-union-civil-homosexual-noticia-702789> > (consulté le 19 août 2017).

<sup>133</sup> « Kenji Fujimori emplaza a su bancada a acatar fallo del TC sobre ley antitransfuguismo », In *Correo*, 5 septembre 2017. Disponible sur : < <http://diariocorreo.pe/politica/kenji-fujimori-se-pronuncia-sobre-fallo-del-tc-con-curioso-video-en-instagram-video-771571/> > (consulté le 19 août 2017).

<sup>134</sup> « Kenji Fujimori se ofrece de mediador en diálogo entre Gobierno y los maestros », In *América TV*, 22 août 2017. Disponible sur : <http://www.americatv.com.pe/noticias/actualidad/kenji-fujimori-se-ofrece-mediador-dialogo-entre-gobierno-y-maestros-n288946> > (consulté le 19 août 2017).

défendre l'adoption de la proposition de loi et lui donner un nouveau coup d'élan médiatique<sup>135</sup>.

Au sein d'un parti qui présente donc des caractéristiques propres d'un parti « attrape-tout », les prises de position de Kenji Fujimori répondent sans aucun doute à une logique de recherche de leadership propre contre celui de sa sœur, jusqu'à maintenant indiscutable et indiscuté. Or, contrairement à cette dernière qui a fait du caractère ambigu de Force Populaire et du *fujimorisme* une pierre angulaire du mouvement, Kenji Fujimori s'est montré distant vis-à-vis de ces positions : dans sa recherche de leadership, le benjamin des Fujimori veut créer une image propre. Son pari est simple : celui de récupérer l'électorat fidèle au nom Fujimori, au-delà des positions idéologiques ou des propositions programmatiques, et de réussir à capter les votants qui ont jusqu'à présente échappé aux candidatures *fujimoristes* à cause des prises de position ambiguës de Keiko Fujimori et le travail mémoriel autour de l'héritage de son père. Il est important de rappeler que, contrairement à sa sœur qui était Première dame du régime d'Alberto Fujimori, Kenji Fujimori n'avait aucun poste, aussi symbolique qu'il soit. Le « phénomène Kenji » est donc une nouvelle recherche de leadership qui vient remettre en question la dimension « attrape-tout » de Force Populaire, dès lors qu'un de ses éléments est, d'après les travaux de Sawicki, l'« absence de factions ».

Néanmoins, comme l'avance Adriana Urrutia, si Kenji Fujimori réussit à prendre des positions divergentes de celles officiellement défendues par son parti, « c'est parce qu'il sent être le seul avec cette légitimité. Or, ses soutiens sont fortement limités au sein du *fujimorisme* »<sup>136</sup>. Son nom de famille lui octroie la légitimité de s'exprimer plus librement et plus ouvertement que les autres membres du parti. Cependant, le leadership de Keiko Fujimori, qui aurait pourtant pu être mis en péril après deux défaites consécutives, n'est pas remis en question au sein du *fujimorisme*. Le fait que Force Populaire apparaisse actuellement comme un parti « attrape-tout » ne tient dès lors pas uniquement à une évolution historique

---

<sup>135</sup> « Personajes públicos se unen contra la homofobia en 'Parejas Imaginarias' », In *La República*, 20 novembre 2013. Disponible sur : < <http://larepublica.pe/20-11-2013/personajes-publicos-se-unen-contra-la-homofobia-en-parejas-imaginarias> > (consulté le 19 août 2017).

<sup>136</sup> Entretien réalisé par nos soins à Adriana Urrutia, à Lima, le 5 avril 2017.

inéluçtable, mais à la place occupée actuellement par les professionnels de la politique issus de ce parti qui restent fidèles aux positions mises en avant par Keiko Fujimori, et ce malgré la tentative de Kenji Fujimori de s'y faire une place propre.

Nous avons donc vu à présent que la question du clivage politique au Pérou passe également par l'ambiguïté sur laquelle joue le *fujimorisme*. Avec une identité forte au sein du mouvement et en l'absence de contours idéologiques définis, le parti personnaliste a tout pour capter un large et nouvel électorat, tout en gardant la fidélité de ses anciens votants. Il apparaît maintenant nécessaire de prendre du recul et d'observer comment les remarques que nous avons effectuées pourraient nous permettre de mettre au jour les limites du concept de clivage à la lumière du cas *fujimoriste*. Il s'agit d'établir plus précisément, au vu de tous les éléments que nous avons relevés précédemment, en quoi le *fujimorisme* développe des bornes à sa propre évolution au niveau électoral. Dans quelle mesure peut-on ainsi dire que Force Populaire renouvelle les conceptions dites « classiques » du clivage à l'œuvre aujourd'hui ?

## CHAPITRE III : Un potentiel limité par un flou construit

La place du *fujimorisme* comme acteur incontournable du jeu politique péruvien ne nous a pas échappé. Et pourtant, lors de deux élections présidentielles, le débat incendiaire autour de l'héritage endossé et revendiqué partiellement par la candidate Keiko Fujimori a laissé le parti aux portes du pouvoir. Notre hypothèse de départ reste notre point de référence pour la continuation de cette analyse : le cas du *fujimorisme* nous permet d'interroger, voire de faire une relecture, du concept de clivage. Il ne constituerait pas à lui seul un clivage politique en termes de systèmes de partis, plus simple à comprendre lorsque les frontières entre les différents acteurs sont claires.

Une fois analysée la routinisation de la présence *fujimoriste* et l'ambiguïté qui caractérise ce dernier, il nous faut sans nul doute aborder les limites auxquelles Force Populaire doit faire face et qui lui ont empêché d'arriver à la Présidence sous le leadership de Keiko Fujimori. En effet, une analyse du clivage, même ponctuel ou symbolique, doit passer également par une étude approfondie des aspects qui bornent le potentiel du mouvement dont il est question. Pour notre cas précis, il nous a paru essentiel d'aborder cette thématique sous deux angles : celui du travail mémoriel construisant la connotation négative du *fujimorisme*, et celui de la démarche unitaire engagée par la fille d'Alberto Fujimori avec la fondation de Force Populaire.

### A) Le travail mémoriel, une arme à double tranchant

Les oppositions développées par Force Populaire dans le jeu politique et le débat public péruviens répondent à des logiques diverses, dont le travail mémoriel autour de l'héritage du gouvernement d'Alberto Fujimori occupe une place sans doute prépondérante. Nous avons déjà souligné le rôle que fait jouer le *fujimorisme* à ce travail mémoriel : la mémoire d'un gouvernement certes à caractère autoritaire, mais qui tirait son efficacité de cet aspect, notamment en matière de sécurité dans le cadre de la lutte antiterroriste. Il nous appartient maintenant d'essayer d'isoler ce cadre afin

de mieux comprendre et situer l'ampleur de ce travail mémoriel. Si celui-ci est encore aujourd'hui une pierre angulaire de l'identité *fujimoriste*, il représente également une dynamique et un comportement adoptés par les opposants du *fujimorisme* qui véhiculent un message de critique également basé sur un travail mémoriel.

Après l'élection de Pedro Pablo Kuczynski à la Présidence de la République et après la majorité absolue obtenue par Force Populaire au Congrès péruvien, la malheureuse candidate du Front Large, Verónica Mendoza, a déclaré que « 25 ans plus tard, le *fujimorisme* reste toujours le même »<sup>137</sup>. Une telle affirmation nous montre que l'image du *fujimorisme* fait l'objet d'un travail mémoriel du côté de ses opposants, lui adossant désormais la mémoire de la rupture de l'ordre constitutionnel, de l'absence de démocratie, de pratiques autoritaires et de l'abus de pouvoir. Il s'agit pourtant d'une question mise en avant et défendue par les dirigeants *fujimoristes* : les pratiques autoritaires du gouvernement permettent d'assurer la sécurité intérieure. Encadré par une architecture symbolique globale, le travail mémoriel partisan s'imprègne de l'esprit conjoncturel et accentue, selon les mouvements politiques, les référents idéologiques et les principes structurants de division politique. Autrement dit, le fait que le *fujimorisme* fasse l'objet d'un travail mémoriel qui permette de faire des raccourcis entre le parti fondé par Keiko Fujimori et des pratiques autoritaires du pouvoir renvoie à un esprit qui rassemble la myriade de mouvements hétérogènes qui peuvent se positionner, selon la situation, dans un grand ensemble « *anti-fujimoriste* ». Par exemple, lors des élections générales de 2011, Alejandro Toledo, pourtant très critique vis-à-vis de la candidature d'Ollanta Humala dès le début de sa campagne, a officialisé son soutien au candidat nationaliste en soulignant son opposition farouche et sa critique virulente du *fujimorisme*. À l'occasion, il a rappelé que son parti, Pérou Possible, est né dans la foulée de la chute de Fujimori.

La plupart des travaux académiques portant sur la mémoire en politique abordent la thématique des mémoires de guerre ou celles de périodes historiques comme l'esclavage, les génocides historiques, les camps de concentration nazis ou les goulags soviétiques. Cependant, il est plus rare d'aborder le sujet du travail mémoriel

---

<sup>137</sup> « Verónica Mendoza : 'El fujimorismo sigue siendo el mismo' », In *La República*, 4 avril 2017. Disponible sur : < <http://larepublica.pe/politica/862164-veronika-mendoza-el-fujimorismo-sigue-siendo-el-mismo> > (consulté le 20 août 2017).

ou de la mémoire collective vis-à-vis d'un gouvernement en particulier et de son impact sur la politique actuelle du pays dont il est question. C'est pourquoi nous avons pris du recul face à nos lectures pour analyser notre étude de cas. Il nous semble clair, à la lumière de l'idée avancée par Maryline Crivello dans son travail sur les usages politiques du passé en France, que Force Populaire, à l'instar du Parti Communiste Français, élabore le « nous politique » par l'entretien d'un « récit identitaire » qui permet de rassembler l'ensemble des militants en leur donnant des « racines identitaires singulières »<sup>138</sup>. Or, ce récit identitaire avancé pour construire une identité collective ou un « nous politique » se heurte à l'opposition de ceux qui remettent en question ses fondements. Comme pour les déclarations de Mendoza, l'ancienne Maire de Lima Susana Villarán nous a révélé en entretien qu'à ses yeux le *fujimorisme* « n'est rien d'autre que l'avilissement de l'État et de la société »<sup>139</sup>. Le terme « avilissement », fort et chargé en symbolisme, fait sans doute référence aux pratiques autoritaires du gouvernement d'Alberto Fujimori et leur revendication par les responsables de Force Populaire. Ceci contribue à la mémoire collective négative autour du *fujimorisme*, ce qui donne lieu par la suite à la convocation de manifestations contre la candidature de Keiko Fujimori ou encore pour continuer à dénoncer la rupture de l'ordre constitutionnel lors du coup d'État de 1992.

Ce moment historique est crucial : c'est précisément à partir de cette date que le *fujimorisme* est devenu plus qu'un acteur comme les autres, c'est-à-dire un véritable élément structurant les positionnements politiques des autres acteurs. Le premier élément clivant réside au niveau sémantique : comment appeler les événements de 1992 ? Trois façons de désigner ce moment historique reviennent constamment dans la rhétorique des principaux acteurs politiques péruviens : coup d'État, auto-coup et rupture de l'ordre constitutionnel. Si tous les trois renvoient au même événement et à la même pratique autoritaire, l'usage d'un euphémisme comme « rupture de l'ordre constitutionnel » à la place de « coup d'État » s'insère dans une logique de légitimation de la dissolution du Parlement, pratique pourtant anticonstitutionnelle sous les règles établies par la Constitution Politique du Pérou de

---

<sup>138</sup> Maryline Crivello *et al.*, *Concurrence des passés : Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Université de Provence, 2006.

<sup>139</sup> Entretien réalisé par nos soins à Susana Villarán, à Lima, le 8 avril 2017.



1979<sup>140</sup>. Il s'agit donc d'un élément fortement clivant puisque rien que la façon dont le sujet est abordé ne fait pas consensus. Dans son travail portant sur l'usage des euphémismes en politique et des rapports des mots aux choses, Alice Krieg-Planque explique que « l'euphémisation mérite d'être envisagée comme pouvant être [...] l'expression d'une évaluation axiologique subjective (laquelle peut, éventuellement, être largement partagée dans une communauté de parole) »<sup>141</sup>. Nous souhaitons attirer l'attention ici sur l'emploi d'un euphémisme qui atteste de façon particulière le caractère axiologique de ce jugement. Autrement dit, nous cherchons à montrer le caractère engagé, voire partisan, de l'usage d'un mot ou d'une expression pour désigner un moment historique à partir de l'exemple de la « rupture de l'ordre constitutionnel » de 1992, ce qui fait guise de lien avec le second élément clivant que nous nous permettons d'isoler, à savoir la légitimité des événements dont il est question.

En effet, le clivage politique apparaît dès lors que ce moment historique fait l'objet d'une réappropriation partisane qui marque des moments forts de la vie politique, d'un côté comme de l'autre de l'échiquier. Le *fujimorisme* défend la légitimité des actions menées par Alberto Fujimori lors de la dissolution des deux chambres du Parlement parce qu'il s'agit d'un élément renforçant le caractère autoritaire en lien avec le volet sécuritaire, ce qui contribue à son tour à la légitimité de Force Populaire. Si Keiko Fujimori relève la dimension exceptionnelle des événements de 1992, elle a inscrit tout de même cette pratique gouvernementale dans ce qu'elle appelle « notre gouvernement »<sup>142</sup>. Nous l'avons déjà dit : le *fujimorisme* avance des questions à haut caractère clivant dans le débat public péruvien. Le clivage, communément admis comme émergent à la suite du travail de Seymour Lipset et Stein Rokkan, est fondamentalement la traduction sous la forme de réseaux enracinant des divisions sociétales de la production de piliers de stabilité des conflits.

---

<sup>140</sup> Constitution Politique du Pérou de 1979, Articles 182, 227 et 230. Disponible sur : < <http://www4.congreso.gob.pe/comisiones/1999/simplificacion/const/1979.htm> > (consulté le 20 août 2017).

<sup>141</sup> Alice Krieg-Planque, « Souligne l'euphémisme : opération savante ou acte d'engagement ? Analyse du 'jugement d'euphémisation' dans le discours politique », In *Semen*, N° 17, 2004.

<sup>142</sup> « Keiko Fujimori firmó compromiso : 'Nunca más un 5 de abril' », In *El Comercio*, 4 avril 2016. Disponible sur : < <http://elcomercio.pe/politica/gobierno/keiko-fujimori-firmo-compromiso-5-abril-181706> > (consulté le 20 août 2017).

C'est ainsi que Force Populaire réussit ainsi son pari d'articuler le jeu politique autour du rôle qu'il joue dans le débat public.

Il nous paraît nécessaire de nous étayer davantage sur l'utilisation de cette recherche de légitimité, et par extension du travail mémoriel dans son ensemble, par les opposants du *fujimorisme*. Il s'agit en effet d'un facteur mis en avant au même degré par les opposants et les soutiens de Fujimori. Dans notre entretien avec Susana Villarán, l'ancienne Maire de Lima nous a indiqué que 1992 était le paroxysme de « l'avilissement de l'État », non seulement à cause de la dissolution du Parlement, mais également par les violences perpétrées par les forces de l'ordre à l'encontre des dirigeants politiques de l'opposition<sup>143</sup>. Cette image d'abus de pouvoir que les opposants du *fujimorisme* lui adossent est donc le résultat d'un travail mémoriel établi autour d'un gouvernement qui est présent dans le débat public et articule l'échiquier politique aux moments de forte compétition électorale. Il nous a paru intéressant de montrer la mesure dans laquelle cette articulation répond davantage à une mémoire collective clivante qu'à un clivage « classique ». Dès lors que le *fujimorisme* avance des questions polémiques, tant sur la forme que sur le fond, et que ces questions sont récupérées par ses adversaires politiques pour en faire une critique virulente, la légitimité de Force Populaire dans le débat public est assurée. De ce fait, ce dernier ne se situe plus autour de la présence *fujimoriste* dans les échéances électorales, mais plutôt dans le symbolisme du nom « Fujimori » à la tête de l'État. Par conséquent, le clivage se situe sur cet aspect en particulier : l'importance de mettre (ou, au contraire, d'empêcher) un Fujimori d'arriver à la Présidence de la République. Le déplacement de l'axe sur lequel se structure cette confrontation politique fait du *fujimorisme* un objet polémique, mais avec lequel les autres forces débattent. Le travail mémoriel est donc un outil utilisé par les adversaires du *fujimorisme* pour diminuer son socle électoral. L'idée cruciale dans cette conception du clivage est l'importance du nom et des termes qui lui sont associés de part et d'autre du ou des axes politiques autour desquels les acteurs se situent.

Ainsi, le travail mémoriel dans lequel le *fujimorisme* s'engage pour faire vivre davantage les traits autoritaires que ses dirigeants présentent comme des gages

---

<sup>143</sup> Entretien réalisé par nos soins à Susana Villarán, à Lima, le 8 avril 2017.

d'efficacité est également le moyen par lequel ses opposants revendiquent leur propre positionnement. En effet, si comme l'indique Lucie de la Héronnière dans son article paru sur *Slate* au sujet de la mémoire du régime d'Augusto Pinochet au Chili, le travail mémoriel visant à « défaire les fantômes de la dictature [est une] tâche longue et fastidieuse »<sup>144</sup>, il s'agit tout de même d'un aspect incontournable du dépassement de ces régimes. À ce sujet, le Chili partage une particularité avec le Pérou : les Constitutions des deux pays ont été promulguées dans des contextes autoritaires, respectivement sous Pinochet et Fujimori, ce qui fait d'elles des aspects clivants, l'objet de vifs débats toujours aujourd'hui et des appels à des convocations d'Assemblées Constituantes. Des différences substantielles existent toutefois : bien qu'au Chili il y ait des groupes qui soutiennent le dictateur Pinochet –des rassemblements de quelques milliers de personnes, la « Fondation Président Pinochet », entre autres–, le *pinochetisme* n'est pas un acteur du jeu politique chilien depuis la fin du régime du dictateur, contrairement au *fujimorisme* au Pérou. Dans le même sens, le *pinochetisme* est un courant plus clairement défini du fait du caractère résolument anticommuniste, conservateur, catholique, militaire et économiquement libéral du gouvernement de Pinochet. En outre, le Chili a été l'archétype de ce que José Zalaquett a appelé les « transitions à la démocratie »<sup>145</sup>, des transitions négociées entre les tenants du pouvoir autoritaire et les forces démocratiques de l'opposition. Au Pérou, après une lettre de démission envoyée par fax par Fujimori en l'an 2000 et refusée par le Parlement, ce dernier vote la destitution du Président pour « incapacité morale »<sup>146</sup>. Il n'y a donc pas eu de « transition à la démocratie » au sens de Zalaquett, ce qui nous pousse à établir un lien entre le processus de « clivatisation » des acteurs *fujimoristes* et le manque de négociations à la fin du gouvernement de Fujimori. Ce dernier, conjugué au caractère autoritaire qui est revendiqué par les dirigeants *fujimoristes* actuels, crée une limite inexorable engendrée par le propre *fujimorisme* et l'empêche de réussir pleinement son pari de conquête du pouvoir au niveau national.

---

<sup>144</sup> Lucie de la Héronnière, « Effacer les fantômes de la dictature, la recette du Chili », In *Slate*, 14 décembre 2013. Disponible sur : < <http://www.slate.fr/story/80111/chili-presidentielle-bachelet-fantomes-dictature> > (consulté le 20 août 2017).

<sup>145</sup> José Zalaquett, *Procesos de Transición a la Democracia y Políticas de Derechos Humanos en América Latina*, Centre de Droits de l'Homme, Université du Chili, 1998.

<sup>146</sup> Abraham García Chávarri, « La incapacidad moral como causal de vacancia presidencial en el sistema constitucional peruano », In *Pensamiento Constitucional*, N° 18, Université Catholique Pontificale du Pérou, 2013, pp. 383-402.

Si le travail mémoriel est une arme à double tranchant qui permet à Force Populaire de légitimer sa présence dans le jeu politique péruvien mais en même temps limite sa capacité à conquérir un électorat qui peut lui être toujours hostile, la dynamique d'unification des groupes *fujimoristes* peut en être une autre, de par l'identification partisane et historique associée au parti.

## **B) La dimension unitaire dans l'optique d'un clivage durable**

Les techniques du parti pour assurer son unité sur le territoire national s'appuient sur un code qui répond à une logique d'institutionnalisation de la conduite militante. Il est transmis par les instances de socialisation partisane, mais aussi par le corpus de référents identitaires communs porté par des pratiques symboliques multiformes : commémorations, célébrations, entre autres. Dès lors que ces pratiques sont ancrées dans une histoire qui est propre au *fujimorisme*, les actions militantes unifient les investissements hétérogènes dont bénéficie Force Populaire, et légitiment son implantation nationale et sa présence dans le jeu politique du pays. À titre d'exemple, on peut citer la célébration annuelle des militants et sympathisants de Force Populaire pour fêter l'anniversaire du fondateur historique du mouvement, Alberto Fujimori, le 28 juillet. Cette date correspond également à la Fête Nationale du Pérou, ce qui participe à la construction de la mystique du personnage politique : un leader charismatique « né pour diriger le pays ». Ces pratiques politiques ne sont pas encore une fois à singulariser au cas péruvien : elles sont courantes dans d'autres régimes dans le cadre du culte de la personnalité. Es actions symboliques s'inscrivent dans un déploiement pédagogique visant à éclaircir un code identitaire et social propre au corps des militants de Force Populaire. Dans son travail sur la mémoire communiste, Marie-Claire Lavabre définit la mémoire historique comme étant « une élaboration finalisée de l'histoire, prescription d'un devoir de mémoire »<sup>147</sup>. Cela n'a donc pas pour finalité la connaissance du passé –d'autant plus que ce dernier fait l'objet de grandes polémiques– mais plutôt la justification des pratiques du présent. De ce fait, Force Populaire récupère des héritages historiques issus du gouvernement

---

<sup>147</sup> Marie-Claire Lavabre, *Le Fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, PFNSP, Paris, 1994, p.18.

d'Alberto Fujimori pour voiler sa singularité et être en mesure de s'inscrire dans une continuité territoriale où sa légitimité en tant qu'acteur politique n'est pas remise en question. Ce constat sur l'existence d'une mémoire collective est justement exprimé par le parti, ce qui permet l'homogénéisation des mémoires individuelles.

Or, ce travail d'unification partisane autour d'une identité collective est également le moteur d'une confrontation plus virulente autour de l'héritage *fujimoriste*, ce qui constitue sans aucun doute un frein au potentiel électoral du parti. Autrement dit, plus le parti construit une identité forte et marquée par l'ambiguïté de ses contours, plus il lui est également compliqué de surpasser le plafond de verre qui lui a empêché de remporter l'élection présidentielle à deux reprises : le symbolisme du nom « Fujimori ». La dimension unitaire engagée par Keiko Fujimori avec la fondation de Force Populaire constitue une limite importante pour le mouvement, caractérisé historiquement par sa multiplicité d'acteurs et le flou de ses contours. Certes, cette démarche nous avait poussé à considérer l'aspect durable définissant « classiquement » un clivage politique, et de ce fait nous avons été menés à penser le *fujimorisme* comme l'axe clivant structurant les divisions politiques au Pérou. Or, ce travail d'unification est indissociable de la mise en orbite des mouvements et acteurs *fujimoristes* autour de Keiko Fujimori. En guise d'illustration, nous nous permettons d'isoler une déclaration de Pedro Pablo Kuczynski dans son meeting de l'entre-deux-tours du 24 mai 2016. Au sujet de Keiko Fujimori, il s'est exprimé comme suit : « *Lo más probable es que hijo de ratero es ratero también. ¡De tal palo, tal astilla!* »<sup>148</sup>. L'aspect qui fait polémique, et par extension qui crée le clivage, est donc le nom de famille de Fujimori, ce qui est accentué par la démarche unitaire engagée dans le rassemblement à l'origine de Force Populaire.

En effet, la démarche ayant donné naissance au parti a pour conséquence directe l'identification singulière de l'acteur politique et de son histoire dans la mémoire collective. Nous devons toutefois veiller à ne pas succomber naïvement au discours de la construction de cette mémoire qui n'est finalement créée qu'à des fins partisans. C'est précisément dans cet aspect que réside la limite engendrée par la

---

<sup>148</sup> Disponible ici : < <https://www.youtube.com/watch?v=DoTIQeH6Pd0> > (consulté le 20 août 2017). Traduction par nos soins : « Ce qui est le plus probable, c'est que l'enfant d'un voleur est un voleur aussi. Tel père, telle fille ! »

démarche *fujimoriste*. Un seul parti permet d'homogénéiser la mémoire collective autour d'une version et d'un discours officiels, mais concentre la critique à son encontre en une seule cible. Autrement dit, les critiques de *Nueva Mayoría* ou l'*Alianza por el Futuro* n'ont jamais eu la même ampleur que celles contre la candidature de Keiko Fujimori sous l'étiquette de Force Populaire, et cela pour plusieurs raisons. D'une part, Fujimori a été la seule candidate présidentielle du parti, ce qui a inéluctablement contribué à l'association, voire la fusion, entre la candidate et le parti. D'autre part, ce n'a été que quand elle s'est portée candidate que le parti est arrivé au second tour d'une élection et est resté aux portes du pouvoir. Il s'agit de la force et de la faiblesse de Force Populaire, et par extension du *fujimorisme* : le symbolisme clivant qu'est le nom de Fujimori. L'esprit rassembleur de la démarche de Force Populaire est donc un facteur prépondérant dans la « clivatisation » du nom.

Comme nous l'avons récemment indiqué, ce phénomène s'inscrit également dans le caractère durable d'un clivage. En effet, Bartolini avance qu'un clivage doit s'inscrire dans le temps long pour être considéré comme tel<sup>149</sup>. Parmi les critères qui définissent un parti politique, Wilhelm Hofmeister et Karsten Grabow indiquent l'importance du « besoin d'une base électorale suffisamment identifiable en s'appuyant sur ses valeurs et sur son profil programmatique »<sup>150</sup> et de la « structure qui s'étend sur l'ensemble du territoire national pour être proche des citoyens »<sup>151</sup>. La formation de Force Populaire répond à cette logique, puisque cela lui permet de superposer la capitalisation des demandes populaires qui caractérise le *fujimorisme* et le monopole de la mémoire *fujimoriste*. Cela correspond à une limite en termes électoraux puisque, comme nous l'avons précédemment indiqué, le nom « Fujimori » n'est pas banalisé et ce malgré la routinisation de la présence des responsables du mouvement dans les instances de pouvoir. Il s'agit également d'une limite à la notion de clivage, puisque une opposition politique basée sur les demandes populaires s'inscrit dans une logique « classique » d'opposition capable de structurer un système partisan, à l'instar de ceux d'autres pays en Europe –France, Espagne, Royaume-Uni, Portugal– ou en Amérique latine –Colombie, Chili, Uruguay–. En effet, la demande

---

<sup>149</sup> Stefano Bartolini, *op. cit.*

<sup>150</sup> Karsten Grabow *et al.*, *Les partis politiques et la démocratie. Introduction à la formation politique*, Fondation Konrad Adenauer, 2013, p.23.

<sup>151</sup> *Idem.*

politique renvoie à des éléments structurels du vote qui sont multiples. Martín Tanaka avance les dimensions ethniques, régionales ou socioéconomiques pour comprendre le cas péruvien, notamment dans un pays où l'on a connu l'apparition fréquente de candidats n'appartenant pas à « l'élite politique », ce que nous connaissons sous le nom d'*outsiders*<sup>152</sup>.

L'idée de « clivage stratégique »<sup>153</sup> avancée par Robert Harmsen nous paraît ici intéressante parce qu'elle interroge le caractère de durabilité décrit par Bartolini. Dans quelle mesure les électeurs vont se déterminer pour ou contre le *fujimorisme* ? Le clivage est stratégique parce qu'il répond à une conjoncture particulière et il s'articule par rapport à celle-ci. Certes, le débat autour du *fujimorisme* et de l'héritage du nom « Fujimori » n'existe que parce que le premier est un acteur du jeu politique, ce qui nous fait penser que le clivage ne peut pas dépasser l'image des Fujimori. Comme nous dit Xavier Barrón, « il n'y a pas de *fujimorisme* sans Fujimori »<sup>154</sup>. Nous nous permettons d'aller au-delà de ce constat, et de déduire que la question de la durabilité du clivage est un élément montrant que la mémoire du *fujimorisme* est un « clivage partiel » qui n'est pertinent que lorsqu'un Fujimori a des possibilités « réelles » d'arriver au pouvoir. Sans aucun doute, le nom d'un ancien Président forme des soutiens et des oppositions autour de lui, indépendamment des mesures prises pendant son gouvernement. Or, si nous nous permettons de qualifier de « clivage partiel » le cas des Fujimori au Pérou, c'est bien parce qu'il s'agit de l'élément central qui a défini deux élections présidentielles et parce qu'il a été à ce jour incapable de dépasser le cadre familial. Nous l'avons clairement dit : le cas du *fujimorisme* nous permettait d'interroger le concept de clivage : la question de la durabilité montre donc les limites que celui-ci présente lorsqu'il fait précisément l'objet d'une démarche de cette nature. Autrement dit, le fait de vouloir ancrer le *fujimorisme* dans le temps long avec la fondation de Force Populaire et, en même temps, de vouloir adosser le parti au nom « Fujimori » est, à notre avis, un contresens puisqu'il représente une limite inéluctable à la survie du mouvement.

---

<sup>152</sup> Martín Tanaka, *op. cit.*

<sup>153</sup> Robert Harmsen, *op. cit.*

<sup>154</sup> Entretien réalisé par nos soins à Xavier Barrón, le 7 août 2017.

Cette symbiose entre le parti et la candidate est perceptible non seulement parce qu'elle a été à ce jour la seule à tenter la Présidence, mais également par rapport au symbole du parti : la lettre « K » blanche sur un fond orange (ANNEXE III). Le symbolisme est fortement présent et tente encore une fois d'imbriquer héritage et autonomie pour que le parti perdure. La lettre « K » fait sans doute référence au prénom de Keiko Fujimori, et l'orange est au Pérou traditionnellement associé au *fujimorisme*. Nous y voyons là un double sens. D'une part, la lettre « K » marque la différence et le caractère renouvelant du parti : il n'y a plus de référence explicite à Alberto Fujimori contrairement, par exemple, à l'*Alianza por el Futuro* dont le symbole était les initiales de l'ancien Président. D'autre part, il s'agit d'une démarche ne voulant pas négliger les origines du parti et de ses responsables, pour beaucoup d'entre eux d'anciens parlementaires ou ministres de Fujimori dans les années 1990. La durabilité est par conséquent un aspect présent dans les démarches *fujimoristes*, le parti ayant été créé pour s'inscrire sur le long-terme, et l'adossement de celui-ci à un nom de famille, une réalité qui est en même temps voulue et subie. Voilà pourquoi nous osons décrire un « clivage partiel » pour cette étude de cas : le cas du *fujimorisme* interroge le concept de clivage parce qu'il joue un rôle indéniable dans les échéances électorales nationales, et en même temps reste indissociable du nom « Fujimori ». Le système de partis péruvien, aussi précaire qu'il puisse l'être, est traversé par ce clivage en fonction de la situation.

On assiste donc par extension à une redéfinition de la place de la mémoire collective dans le temps long, et à son utilisation à des fins partisans dans la durée. En effet, si la durabilité a été un facteur qui a montré dans d'autres cas la capacité d'un parti à évoluer et à dépasser les images de leaders et fondateurs, l'indissociabilité de Force Populaire, du *fujimorisme* et du nom de Fujimori y constitue une limite puisqu'elle se heurte à un contresens. Cette évolution dans la pratique politique constitue par ailleurs une nouvelle illustration du symbolisme renouvelé autour du nom « Fujimori ». Cette démonstration du poids de chacun des principes du clivage politique nous semble particulièrement cruciale à observer puisqu'elle nous montre que les défis lancés à la durabilité des systèmes de partis par le *fujimorisme* sont bien réels et qu'ils semblent être en mesure de participer à la création d'un nouvel axe autour duquel pourraient se situer les acteurs du jeu politique au Pérou.



## Conclusion

L'objectif de ce travail était en réalité double. Nous souhaitions d'abord évaluer, fonder empiriquement la réalité des défis lancés par la présence *fujimoriste* dans la question des principes structurants de division politique au Pérou. Le traitement par la presse du parti Force Populaire et l'appellation péjorative de « populisme » qui lui colle à la peau depuis presque sa fondation nous avaient ainsi intrigués et nous avaient poussés à chercher, au-delà de la superficialité, ce qui pouvait fonder une telle opposition de « l'élite » politique et médiatique péruvienne à ce mouvement. Le deuxième objectif, plus délicat sans doute à étudier, était de prendre la mesure du paradoxe inhérent au *fujimorisme* : comment un mouvement arrive à faire la part des choses entre autonomie et héritage pour légitimer sa présence dans le débat et le jeu politiques ?

Nous avons répondu à ces deux questions par plusieurs points. Après un examen de l'histoire du mouvement visant à contextualiser et à mieux en comprendre l'évolution, nous avons étudié la place qu'occupent les mouvements régionaux au sein de l'organisation du parti. Nous avons ainsi pu observer que ceux-ci possèdent un rôle particulier puisqu'ils sont garants de l'« imperméabilité » du *fujimorisme*. Nous avons alors remarqué que s'il y avait quelque phénomène que ce soit qui puisse nuire au noyau central, à savoir le parti lui-même, l'acteur à l'origine du dit phénomène était éjecté de toute sphère d'influence. En effet, le fait que Keiko Fujimori ait le monopole de l'expression de la légitimité du parti et qu'elle contrôle les mécanismes de communication montre cette volonté de limiter la « perméabilité » du parti par la concentration d'une seule voix. L'exemple de « *Factor K* » était à ce titre révélateur : le parti s'est finalement détaché d'un mouvement qui lui faisait le lit, mais qui remettait en question le monopole de l'expression de Keiko Fujimori en ayant des canaux de communication externes à Force Populaire.

La deuxième étape de notre raisonnement consistait d'abord en une analyse de l'imbrication des dynamiques de prise d'autonomie et de revendication d'un héritage pour marquer les bases de ce qui est compris par la suite comme le caractère ambigu du *fujimorisme*. Nous avons ainsi fait référence aux cas du *kirchnerisme* comme

relecture de l'héritage péroniste en Argentine, tout comme à l'histoire de l'APRA au Pérou. Cela nous a permis de tester directement notre hypothèse concernant les contours flous du *fujimorisme*, puisque nous avons rapidement compris que les principes structurants de division politique étaient particulièrement fragiles. Dans le cas de l'élection municipale de San Isidro, à Lima, il semble que, contrairement à ce qui a pu être avancé par des dirigeants du PPC, c'est bien le caractère ambigu du *fujimorisme* qui aurait permis au parti de conserver le pouvoir municipal. L'ambiguïté sur laquelle joue le *fujimorisme* pour capter un maximum de votants sans pour autant perdre la fidélité des autres serait donc un élément le définissant.

Nous nous sommes ensuite tournés vers un aspect central dans l'identité ou le « sentiment » *fujimoriste* : la revendication du caractère autoritaire du gouvernement d'Alberto Fujimori comme garantie de sécurité puisque c'est autour de cela que se sont rassemblés les groupes soutenant l'ancien Président au niveau programmatique. La convocation de plusieurs responsables militaires et policiers des années 1990 constitue ainsi le cœur de la démarche de définition du *fujimorisme* puisqu'elle permet le déplacement du volet de la lutte antiterroriste vers celui de la lutte contre la délinquance. La place occupée par ce sujet est très importante et ses principaux experts sont mis en première ligne des responsabilités. En effet, Miyashiro et Salazar ont été élus parlementaires en 2016. Il apparaît que c'est sur cette thématique que le *fujimorisme* trouve un élément lui permettant de construire une plus forte identité partisane, au-delà du « sentiment ».

Notre deuxième hypothèse se voit alors en partie validée par ce résultat concluant à une prépondérance des aspects sécuritaires associés au nom Fujimori. Il est en effet indéniable que l'objectif du parti était de mettre en avant « son » expérience en matière de sécurité pour faire un lien unissant *fujimorisme*, Force Populaire et Keiko Fujimori. Cette dernière, qui revendiquait alors les exploits de « leur gouvernement » devait toutefois légitimer son inclusion dans le gage d'efficacité sécuritaire au-delà de son rôle de Première Dame dans les années 1990.

C'est ce que nous avons pu étudier dans une troisième partie ; nous avons commencé par retracer les effets du travail mémoriel qui contribue à la connotation négative du *fujimorisme* et à sa critique par les mêmes moyens que les responsables

du parti mettent en avant. Nous avons donc fait appel au travail de Maryline Crivello sur le récit identitaire dans la construction d'une mémoire collective partisane, ce qui s'inscrit dans la formation de ce que Melissa Navarro appelle la « mystique ». Nous avons donc compris dans quelle durabilité la vision des systèmes de parti de Force Populaire s'inscrit, mais surtout où se situent les points de rupture. Un des défis majeurs lancés par le *fujimorisme* à la conception « classique » du clivage nous a ainsi paru être la dimension personnaliste à l'origine du mouvement. Nous avons donc remarqué que l'assimilation de tout un ensemble de pratiques gouvernementales et d'héritages politiques à un seul nom de famille limitait fortement le potentiel de Force Populaire puisque seule une candidature portant ce nom pourrait capitaliser les demandes populaires dont le *fujimorisme* est receveur dans l'état actuel des choses. Force Populaire ajoute à cet aspect un élément supplémentaire : la redéfinition de la place de la mémoire collective dans le temps long. En effet, nous avons compris que, contrairement à d'autres cas où la construction de cette mémoire cherche à créer un esprit collectif et un sentiment d'appartenance à un mouvement, le cas du *fujimorisme* diffère dans la mesure où l'association se fait à une seule famille, et non pas à un mouvement au-delà de celle-ci.

En guise de conclusion, nous pouvons affirmer que le *fujimorisme* cherche à être la pierre angulaire du jeu politique péruvien, c'est-à-dire l'axe autour duquel se situent le reste des acteurs, puisque cela légitime sa présence dans le débat public. Les moyens mis en œuvre pour atteindre cet objectif sont multiples, et s'articulent autour de l'imbrication entre héritage politique et autonomie vis-à-vis des passifs du régime d'Alberto Fujimori. Dans cette démarche, qui s'est matérialisée avec la fondation de Force Populaire en 2010, Keiko Fujimori s'est heurtée à une limite qui ne lui était pas étrangère : le nom Fujimori est la force et la faiblesse du *fujimorisme*. Le pari est alors de trouver un « juste milieu » en ce qui concerne les revendications et les démonstrations matérielles du nom Fujimori dans la construction d'un système partisan. Or, pour reprendre les mots du philosophe Blaise Pascal, « si nous changeons un côté de la balance, nous changeons aussi l'autre. Il y a des ressorts dans notre tête qui sont tellement disposés que qui touche l'un touche aussi le contraire »<sup>155</sup>. Le cas du *fujimorisme* pourrait être alors symptomatique d'une

---

<sup>155</sup> Blaise Pascal, *Pensées*, Éditions Rencontre, 1960, pp. 346-347.

dynamique plus large à l'œuvre dans les systèmes démocratiques, qui se déclinerait en France avec une dirigeante politique comme Marine Le Pen notamment, en Indonésie avec Megawati Sukarnoputri, ou encore avec Park Geun-hye en Corée du Sud. La recherche s'élargirait alors, mais il nous semble crucial d'étudier ces nouvelles appréhensions des systèmes de partis afin de mieux cerner les évolutions contemporaines du vote et des comportements électoraux.

## Bibliographie

ALMOND Gabriel, POWELL G.B., « La combinación de intereses y los partidos políticos », In Juan Calachini Urroz (dir.), *Cuadernos de Ciencia Política. Partidos políticos II*, Fondation de Culture Universitaire – Institut de Science Politique, Montevideo, 1991, pp. 28-39.

AUBRY Marcel, DOCKENDORFF Andrés, « Cuarenta años no son nada : ¿la reposición del clivage autoritarismo-democracia en el sistema de partidos chileno? », In *Revista de Sociología*, N°29, pp. 9-36.

BARTOLINI Stefano, MAIR Peter, *Identity, competition, and electoral availability : the stabilization of European electorates 1885-1985*, Cambridge University Press, 1990, p.10.

BARTOLINI Stefano, « La formation des clivages », In *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 12, 2005, pp. 9-34.

BERSTEIN Serge (dir.), *La démocratie libérale*, PUF, 1999

BOURDIEU Pierre, WACQUANT Loïc, *Réponses : pour une anthropologie réflexive*, Seuil, Paris, 1992.

BROWNLEE Jason, « Hereditarian succession in modern autocracies », In *World Politics*, Vol. 59, N° 4, 2007, pp. 595-628.

BURGOS-VIGNA Diana, « Alberto Fujimori : le populisme de l'efficacité », In *Amnis*, Vol. 5, 2005.

CARAMANI Daniele, « L'évolution de la territorialité des clivages en Europe : une étude comparative depuis la moitié du XIXe siècle », In *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 12, 2005, pp. 47-76.

- CHARLOT Jean, *Les partis politiques*, coll. Dossiers, Armand Colin, Paris, 1971.
- COTLER Julio, « Descomposición política y autoritarismo en el Perú », In *Revista del Centro de Estudios Constitucionales*, Instituto de Estudios Peruanos, N° 15, 1992.
- COUFFIGNAL Georges, « Les notions de droite et gauche dans l’histoire politique de l’Amérique latine », In *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Colloques, 2008.
- CRABTRE John, *Alan García en el poder : Perú 1985-1990*, Éditions Peisa, Lima, 2005, p.208.
- CRIVELLO Maryline, GARCÍA, Patrick, OFFENSTADT Nicolas, VADEORGE Loïc, *Concurrence des passés : Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Université de Provence, 2006.
- DABÈNE Olivier, *Amérique latine, la démocratie dégradée*, Bruxelles, Éditions complexe, 1997.
- DE LA HÉRONNIÈRE Lucie, « Effacer les fantômes de la dictature, la recette du Chili », In *Slate*, 14 décembre 2013.
- DEEGAN-KRAUSE Kevin, « New dimensions of political cleavage », In Russel Dalton (dir.), *Oxford handbook of political behavior*, Oxford University Press, 2008, pp. 538-556.
- DÍAZ Fernanda, « El inicio de la era Humala : ¿ruptura, cambio o continuidad? », Centro de Estudios Sudamericanos del Instituto de Relaciones Internacionales, Université de La Plata, 2011.
- DURAND Mathieu, GODARD Henri, « Las elecciones presidenciales en el Perú en 2006 : un indicador de la segregación socio-espacial y de la protesta social », Bulletin de l’Institut Français d’Études Andines, N° 36, 2007, pp. 165-170.

GARCÍA CHÁVARRI Abraham, « La incapacidad moral como causal de vacancia presidencial en el sistema constitucional peruano », In *Pensamiento Constitucional*, N° 18, Université Catholique Pontificale du Pérou, 2013, pp. 383-402.

GIL Rodrigo, *Keiko Fujimori y Fuerza 2011 : Análisis de la campaña electoral en el Perú*, PUCP, 2011, p.6.

GRABOW Karsten, HOFMEISTER Wilhem, *Les partis politiques et la démocratie. Introduction à la formation politique*, Fondation Konrad Adenauer, 2013, p.23.

HAEGEL Florence, *Pertinence, déplacement et renouvellement des analyses en termes de clivage en France*, 2005.

HANSON Stephen, *Post-imperial democracies : Ideology and party formation in Third Republic France, Weimar Germany, and post-soviet Russia*, Cambridge University Press, New York, 2010.

HARMSEN Robert, « L'Europe et les partis politiques nationaux : les leçons d'un 'non-clivage' », In *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 12, 2005, pp. 77-94.

KENNEY Charles, « The Death and Rebirth of a Party System, Peru 1978-2001 », In *Comparative Political Studies*, Vol. 36, 2003, pp. 1210-1239.

KIRCHHEIMER Otto, « The Transformation of the Western European Party Systems », In Joseph La Palombara (dir.), *Political parties and political development*, Princeton University Press, 1966, pp. 177-200.

KITSCHOLT Herbert, *The Radical Right in Western Europe : A Comparative Analysis*, University of Michigan Press, 1995.

KRIEG-PLANQUE Alice, « Souligne l'euphémisme : opération savante ou acte d'engagement ? Analyse du 'jugement d'euphémisation' dans le discours politique », In *Semen*, N° 17, 2004.

LACLAU Ernesto, *La raison populiste*, Seuil, 2008.

LAVABRE Marie-Claire, *Le Fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, PFNSP, Paris, 1994, p.18.

LIPSET Seymour, ROKKAN Stein, *Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments*, The Free Press, 1967, pp. 14-15.

MABILEAU Albert, « La personnalisation du Pouvoir dans les gouvernements démocratiques », In *Revue française de science politique*, N° 1, 1960, p.40.

MAINWARING Scott, SCULLY Timothy, « La institucionalización de los sistemas de partidos en América Latina », In *Revista de Ciencia Política*, Vol. XVII, N° 1-2, 1995.

MAINWARING Scott, BEJARANO Ana María, PIZARRO Eduardo., *The Crisis of Democratic Representation in the Andes*, Stanford University Press, 2006.

NAVARRO Melissa, « Tras el líder. Oportunidades de un partido personalista para lograr la continuidad luego del alejamiento del líder fundacional: el caso del fujimorismo », In *Revista Politai*, Vol. 2, N° 3, 2011.

NOHLEN Dieter, *Elections in the Americas : A data handbook*, Vol. 2, 2005, p.454.

OFFERLÉ Michel, *Les partis politiques*, PUF, Paris, 1987.

PANEBIANCO Angelo, *Political Parties. Organization and Power*, Cambridge University Press, 1988.

PANEBIANCO Angelo, *Modelos de partido*, Madrid, Alianza, 1990.

PASCAL Blaise, *Pensées*, Éditions Rencontre, 1960, pp. 346-347.



REVESZ Bruno, « La relève du Fujimorisme », In *Études*, Tome 396, 2002, pp. 299-310

SAWICKI Frédéric, « La science politique et l'étude des partis politiques », In *Cahiers Français*, N° 276, 1996, pp. 51-59.

TAGUIEFF Pierre-André, « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », In *Vingtième siècle*, Vol. 56, N°1, 1997, pp. 4-33.

TANAKA Martín, *El sistema de partidos 'realmente existente' en el Perú, los desafíos de la construcción de una representación política nacional, y cómo enrumbar la reforma política*, Instituto de Estudios Peruanos, 2007.

UNYÉN VELEZMORO Víctor, *Ancash, un viaje pour la historia. La enciclopedia de Ancash*, édition propre, 2011.

VELLINGA Menno (coord.), *Democracia y Política en América Latina*, Siglo Veintiuno Editores, 1993.

VILLANUEVA Eduardo, « Políticas y clivajes : algunas reflexiones a partir de una reseña de políticas », In *The Journal of Community Informatics*, Vol. 3, N° 3, 2007.

WARE Alan, *Political Parties and Party Systems*, Oxford University Press, 1996.

WEBER Max, *Le savant et le politique*, Plon, Paris, 1959.

WILES Peter, « A syndrome, not a doctrine : some elementary theses on populism », In Ernest Gellner (dir.), *Populism. Its meanings and national characteristics*, Weidenfeld and Nicholson, Londres, 1969, p.166.

ZALAUQUETT José, *Procesos de Transición a la Democracia y Políticas de Derechos Humanos en América Latina*, Centre de Droits de l'Homme, Université du Chili, 1998.

## Entretiens

Xavier BARRÓN, ancien dirigeant du Parti Populaire Chrétien, député au moment du coup d'État de 1992.

Vladimiro HUÁROC, ancien Gouverneur de la région Junín et candidat à la vice-présidence dans la liste électorale de Keiko Fujimori en 2016.

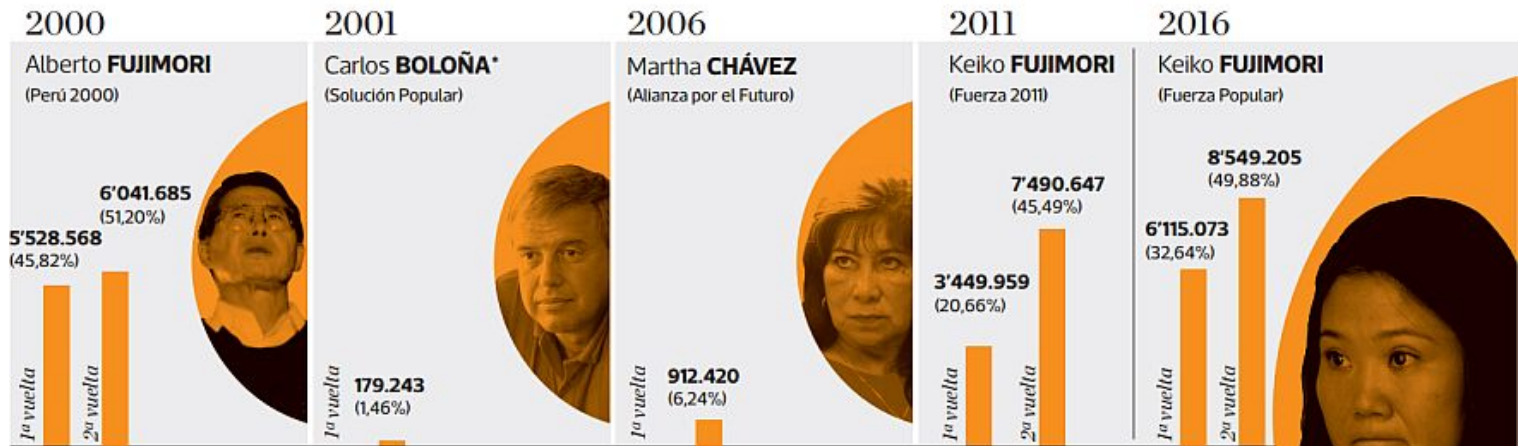
Adriana URRUTIA, politologue diplômée de Sciences Po, experte du *fujimorisme* et enseignante à l'Université Antonio Ruiz de Montoya, à Lima.

Susana VILLARÁN, ancienne Maire de Lima et ancienne Ministre sous le gouvernement de transition de Valentín Paniagua.

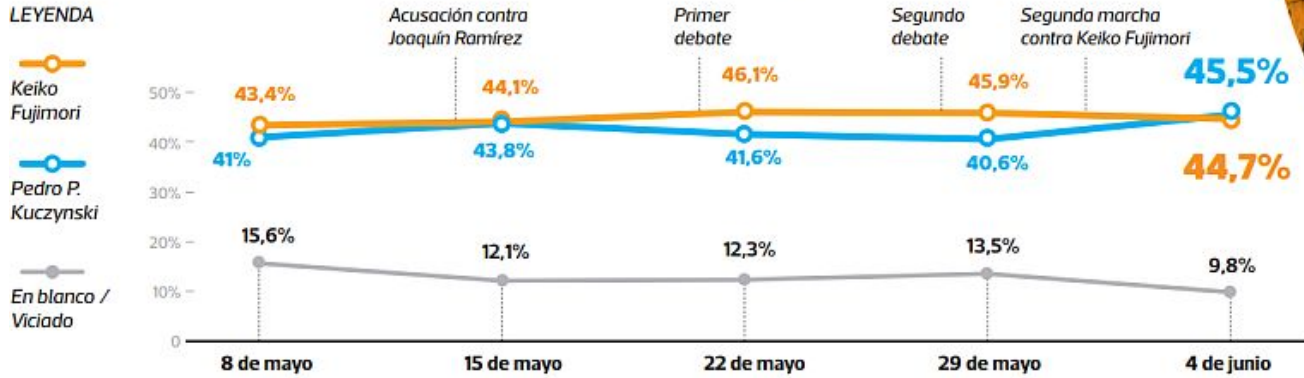
## Annexes

Annexe I : Infographie publiée par *El Comercio* le 13 juin 2016, montrant l'évolution du vote *fujimoriste* depuis les élections générales de 2000.

### Resultados electorales del fujimorismo (en votos emitidos)



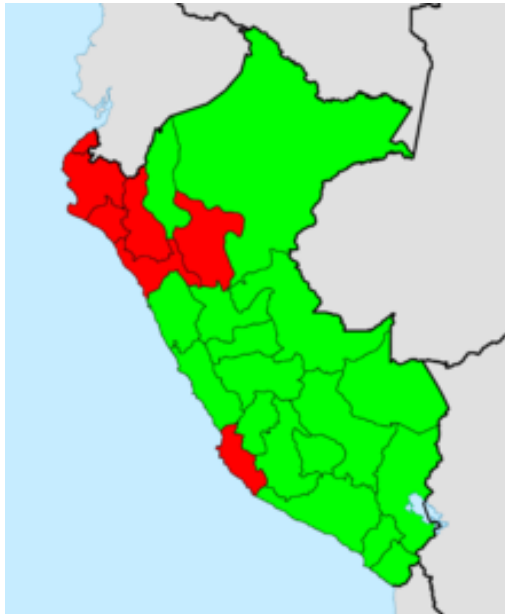
### Evolución de simulacro de votación en la segunda vuelta 2016 de IPSOS (votos emitidos)



\*Carlos Bolaña no fue oficialmente el candidato fujimorista

**Annexe II : Recueil de cartes du Pérou montrant le candidat arrivé en tête au second tour de chaque élection présidentielle entre 2001 et 2016, par régions.**

*Élection présidentielle de 2001*

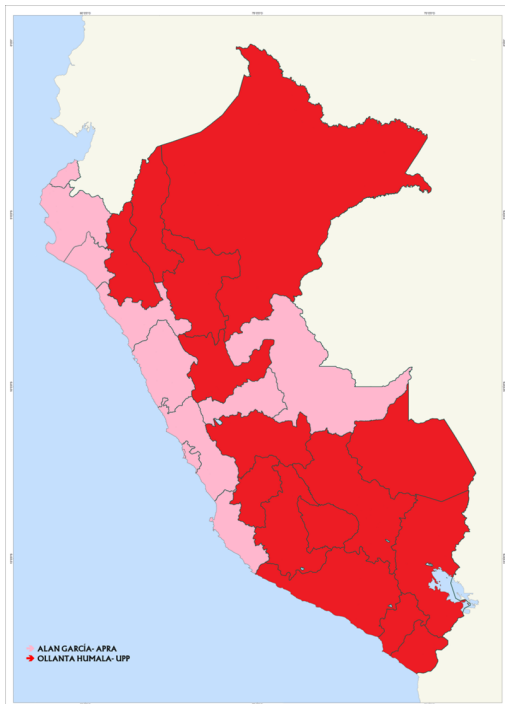


Légende :

● : Alejandro Toledo (Pérou Possible)

● : Alan García (APRA)

*Élection présidentielle de 2006*

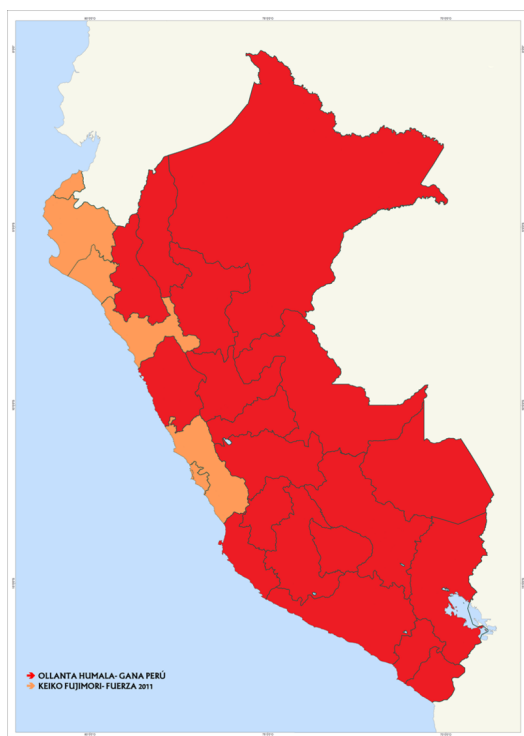


Légende :

● : Alan García (APRA)

● : Ollanta Humala (Union Pour le Pérou)

## Élection présidentielle de 2011

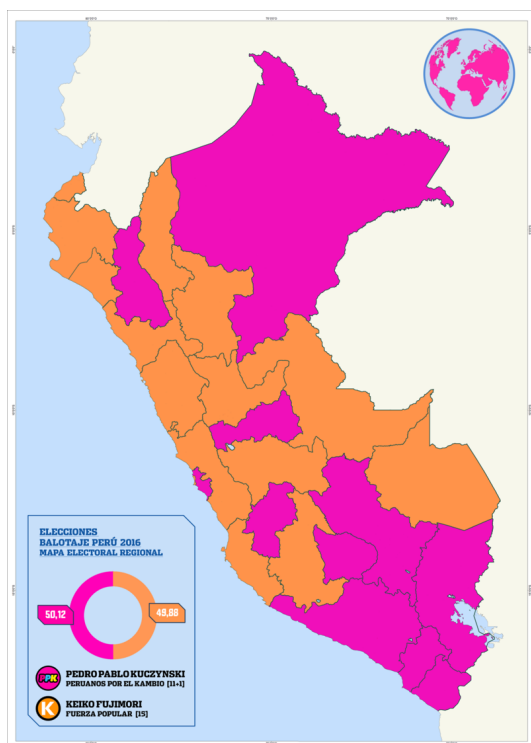


### Légende :

● : Ollanta Humala (Parti Nationaliste Péruvien)

● : Keiko Fujimori (Force 2011)

## Élection présidentielle de 2016



### Légende :

● : Pedro Pablo Kuczynski (PPK)

● : Keiko Fujimori (Force Populaire)

**Annexe III : Logo de Force Populaire**

